



Proteste

Revue trimestrielle d'information et de réflexion de la Fédération de l'Entraide Protestante



Dossier
**MESURER
CE QUI COMPTE**

p. 9

LE FOYER DU ROMARIN

Un Ehpad où il fait bon
travailler

p. 4

LA GRAINE DE SEL

Mesurer la foi

p. 8

PRIX CHARLES GIDE

10 000 euros pour l'Entraide
du Haut-Lignon

p. 25

LE PORTRAIT

Babette Verbeek,
une « jeune mère »

p. 28

Sommaire

Édito	2
C'est vite dit	3
Un accueil aux urgences adapté pour les malades d'Alzheimer	
Une enquête inédite sur notre rapport à la Bible	3
Ici et ailleurs	4
Le Foyer du Romarin, un Ehpad où il fait bon travailler	
<i>Johanna Souil</i>	
Diakonova Haraldsplass, entre tradition et innovation	5
<i>Astrid Aarhus Byrknes</i>	
Les échos du terrain	6
La résidence Paumier-Vernes a cent soixante-dix ans	
<i>Lorraine Kaltenbach</i>	
SPFA, trente-cinq ans de solidarité avec l'Arménie	7
<i>Janick Manessian</i>	
La graine de sel	8
Mesurer la foi	
<i>Brice Deymié</i>	
DOSSIER : Mesurer ce qui compte	9
Introduction	
<i>Thierry Sibiede</i>	
Les impacts ne sont pas tous faciles à mesurer	11
<i>Olivier de Schutter</i>	
Un peu de vocabulaire	12
<i>Antoine Colonna d'Istria</i>	
La mesure d'impact, une plus-value pour l'évaluation ?	13
<i>Antoine Colonna d'Istria</i>	
Mesurer pour mieux piloter	14
<i>Lydia Fenner</i>	
Ce qu'ils en disent	15
<i>Marion Hourcade, Marie Cougoureux</i>	
La FEP mobilise les outils de mesure d'impact	16
<i>Quentin Peiffer</i>	
ADRA, des évaluations systématiques	17
<i>Olivier Guth</i>	
Les limites du bénévolat	18
<i>Nathalie Leenhardt</i>	
3 questions à Cyrille Tassart	19
<i>Brigitte Martin</i>	
C'est le premier regard qui compte	20
<i>Brice Deymié</i>	
L'impact spirituel sur les personnes accompagnées et les salariés	21
<i>Christian Apel</i>	
L'aumônerie en prison, une valeur ajoutée	22
<i>Philippe Aurouze</i>	
Le programme Bons gestes & bonne assiette® évalué	23
<i>Lena Leduc</i>	
La vie de la Fédé	24
Journées nationales : réunis pour espérer, oser, construire ensemble	
<i>Anne Vaubaillon</i>	
Prix Charles Gide : l'Entraide du Haut-Lignon reçoit 10 000 euros	25
<i>Brigitte Martin</i>	
Leur parole nous éclaire	26
Je me suis retrouvé à la rue	
<i>Stéphane</i>	
La page culture	27
Le portrait	28
<i>Babette Verbeek</i>	
<i>Brigitte Martin</i>	



Édito

Lors des Journées nationales de juin, à Sète, nous avons amorcé une réflexion sur l'approche systémique, à laquelle ce numéro de *Proteste* fait écho. Au cœur de la démarche, deux questions émergent : quel monde souhaitons-nous bâtir et, au-delà de nos (tentatives de) réponses aux difficultés de celles et ceux que nous accompagnons – se nourrir, se loger, s'orienter – comment pourrions-nous agir sur les causes profondes qui les génèrent ?

Depuis bien longtemps, la Fédération de l'Entraide Protestante affirme que mieux vaut enseigner à pécher que de donner un poisson. Mais aujourd'hui, nous faisons face à des réalités complexes : surpêche, océans pollués, déséquilibres globaux... Comment savoir si nous avançons dans la bonne direction ?

C'est là que la notion de mesure d'impact social prend tout son sens. Plébiscitée par l'économie sociale et solidaire, elle permet de valoriser le rôle des associations dans une société obnubilée par la performance marchande. Plus qu'un outil pour convaincre les financeurs, elle est un levier de pilotage, d'interrogation et, parfois même, de remise en question.

Certes, mesurer, évaluer, quantifier suscitent des réticences légitimes. L'obsession du résultat a trop souvent usé des femmes et des hommes sommés de privilégier la rentabilité. Car au fond, ce qui compte, ce n'est pas vraiment ce qui se compte. Rappelons-nous que c'est lors d'un grand recensement qu'Hérode décida de tuer les nouveau-nés de Bethléem, forçant Jésus à l'exil.

Nous pourrions nous demander s'il existe une manière évangélique de mesurer son impact. Janick Manessian, président de Solidarité protestante France-Arménie, nous met sur la voie en page 7 : « *On ne compte pas les jours, on fait en sorte que les jours comptent.* »

« *Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt* », affirme le proverbe. À nous d'élever nos regards et de choisir la bonne lorgnette.

Pierre-Olivier Dolino, délégué général de la Fédération de l'Entraide Protestante



Je soutiens financièrement la FEP



Je m'abonne à Proteste

Revue trimestrielle d'information et de réflexion de la Fédération de l'Entraide Protestante
www.fep.asso.fr - 47, rue de Clichy 75009 Paris.
Tél. 01 48 74 50 11 - Fax 01 48 74 04 52.
ISSN : 1637-5971.
Directrice de la publication : Isabelle Richard.
Directeur de la rédaction : Pierre-Olivier Dolino.
Rédactrice en chef : Brigitte Martin.
Membres du comité de rédaction :
Micheline Bochet-Le Milon, Florence Daussant-Perrard,
Nadine Davous, Brice Deymié, Nathalie Leenhardt,
Marc de Maistre, Denis Malherbe, Didier Sicard,
Elisabeth Walbaum.
Relecture : Florence Collin.
Crédits photo : Josias Chefang Noubi (photo prise dans le cadre d'un projet en partenariat entre ADRA France et ADRA Cameroun), gsrarhmiramphotographe, Équipe Sarepta, Alys Thomas, Éliane Wild.
Couverture : Claire Biette, *En chemin*.
Maquette : Celka.
Imprimeur : Marnat. Prix au numéro : 9,50 €.

C'est vite dit

Un accueil aux urgences adapté pour les malades d'Alzheimer

monde : les personnes malades, les aidants et les professionnels de santé eux-mêmes. » Gérard a mis un mois à se remettre de son passage aux urgences : « *Il a passé la nuit à me téléphoner toutes les dix minutes. Il disait qu'il n'aimait pas du tout cet hôtel, qu'il ne voulait pas y rester. J'ai aussi compris le lendemain qu'il avait été attaché et sédaté* », explique Marie-France, son épouse.

Cette étude souligne ainsi l'importance d'un accueil adapté à cette population vulnérable pour laquelle un passage aux urgences peut être traumatisant. Alors que les équipes de soins se heurtent souvent à une évaluation difficile du degré de conscience et de douleur, à un refus de soins, à un manque de formation et de temps, « *l'aîdant peut être un partenaire fiable pour les professionnels des urgences. Il peut leur faciliter la tâche, représenter un gain de temps et d'énergie* », affirme Anne Baccouche, chargée de projets à l'Union France Alzheimer et maladies apparentées, qui a piloté le projet Urgences.

Une enquête inédite sur notre rapport à la Bible

La Bible, à la portée de tous les smartphones, est accessible plus que jamais. Une vaste étude a été lancée, à l'échelle mondiale, pour mieux comprendre son rôle dans la vie des hommes. Conduite par la Société biblique britannique et étrangère, en collaboration avec l'institut Gallup, elle s'est déroulée pendant trois ans auprès de quatre-vingt-onze mille personnes issues de quatre-vingt-cinq pays et territoires. Premier projet de recherche de cette envergure, « *Initiative Patmos* » a analysé les attitudes et croyances à l'égard de la Bible dans des contextes culturels, économiques et religieux spécifiques. Alors que de nombreuses études liées à la religion se concentrent sur des mesures historiques d'adhésion institutionnelle (dont la fréquentation des Églises), « *Initiative Patmos* » examine et classe les attitudes et croyances quotidiennes, à l'égard de la Bible, de personnes de toutes les religions ou sans religion.

L'enquête fait émerger sept groupes de pays connaissant des enjeux à peu près similaires. Le cinquième rassemble vingt-quatre pays situés principalement en Europe – dont la France –, en Amérique du Nord et en Australasie. Ils se caractérisent par un contexte sécularisé, un faible intérêt pour la connaissance de la Bible et une population chrétienne en déclin. C'est en Amérique latine et en Afrique subsaharienne que l'intérêt pour la Bible est le plus marqué. L'enquête révèle notamment qu'au niveau mondial, 11 % des non-chrétiens – environ deux cent cinquante millions de personnes – expriment le souhait d'en savoir plus sur la Bible.

L'utilisation de la Bible est un marqueur stable de l'expression des professions de foi chrétiennes dans le monde entier. Son importance culturelle dépasse les communautés religieuses et en fait un outil particulièrement puissant pour étudier la sensibilisation du public à l'égard du christianisme et de la religion.



Pour télécharger le rapport complet :



Le Foyer du Romarin, un Ehpad où il fait bon travailler

Je suis directrice du Foyer du Romarin à Clapiers (34). L'Ehpad a reçu le label Great place to work¹. Prendre soin du personnel, c'est garantir un accompagnement de qualité.

J'ai fait mes armes dans le privé lucratif. Très vite, j'ai perçu de nombreux dysfonctionnements que j'ai dénoncés, ce qui n'a pas plu. J'ai dû quitter le groupe mais cette expérience a été très formatrice et surtout, je savais en partant ce que je ne voulais plus faire ni être.

Notre Ehpad a quatre-vingtquinze lits. Je crois qu'on ne peut pas diriger un Ehpad comme une entreprise et, en même temps, prôner une démarche qualité. Nos actions sont transversales, avec une pluridisciplinarité très importante et une forte pénibilité au travail. Pour accompagner convenablement nos résidents, il faut commencer par prendre soin de notre personnel. Quand les salariés sont heureux, les résidents le sont aussi.

Prendre soin du personnel

Nos salariés, à leur demande, travaillent dix heures. Ils passent donc la plus grande partie de leur journée dans l'établissement. Nous avons mis à leur disposition une salle de sport, deux salles dédiées avec des fauteuils massants et des kinés si besoin, trois salles de pause avec coins repas, télé, musique, bibliothèque et petites alcôves où ils peuvent s'isoler pour dormir. Nous avons aussi une micro-crèche sur le site ; un café et un salon de coiffure-esthétique pour tous ouvriront prochainement.

Notre personnel est autonome et libre de s'exprimer. Chacun a son rôle, sa place, son expertise, une liberté d'action. Chacun est respecté, valorisé. C'est essentiel dans le médico-social tant le travail y est difficile. S'il n'y a ni confiance ni considération, c'est catastrophique !

Nous, directeurs et managers, devons arrêter d'être bons élèves face aux injonctions ingérables, en inadéquation avec notre travail, comme celles qui concernent la démarche qualité. La qualité, c'est aussi dire nos limites. La transparence prévaut, avec les familles aussi. Je ne dénigre jamais le personnel si elles me prennent à partie. Nous faisons le

maximum pour personnaliser l'accueil mais nous ne promettons jamais l'impossible, ce qui évite bon nombre de problèmes. Pour qu'une fin de vie soit réussie en Ehpad, il faut être cohérent avec la famille et soutenir le personnel qui est sur le front.

Composer avec les réalités budgétaires

Au Foyer du Romarin, en accord avec les valeurs portées par AVH², nous préférons payer davantage des CDD pour tenter de les fidéliser, plutôt que de leur enlever leur prime de précarité, selon certaines préconisations. Ils assurent une stabilité. D'ailleurs plusieurs demandent des CDI. La société change, les attentes aussi. Les « vieux », quoi qu'on en dise, n'intéressent personne³. Nous devons nous adapter en permanence, avec un modèle économique complètement obsolète. On arrive à maintenir le cap, on a très peu d'absentéisme et de turn-over.

Nous sommes en déficit parce que nous ne voulons pas déroger à la qualité d'accompagnement. Les subventions sont de plus en plus rares, nous prenons sur nos fonds propres pour embaucher un poste et demi hors budget, conserver une pluralité d'animations et prendre soin de nos salariés, mais ça ne durera pas. Nous recevons peu de dons. Le grand public se mobilise pour des causes comme la mucoviscidose ou le cancer, qui ne toucheront pas tout le monde, et boude la vieillesse qui nous concerne tous. On évite de se projeter. Je pense que la vieillesse devrait être une première cause nationale.

**Johanna Souil,
directrice de Foyer du Romarin**



Dans la salle détente du Foyer du Romarin, dédiée aux salariés, les fauteuils massants ont du succès.

Diakonova Haraldsplass, entre tradition et innovation

En Norvège, la Fondation Diakonova Haraldsplass est tournée vers l'avenir mais reste profondément attachée à ses racines chrétiennes et diaconales.

La Fondation Diakonova Haraldsplass est une institution norvégienne privée, à but non lucratif et de confession chrétienne. Affiliée à l'Église de Norvège, elle met l'accent sur des valeurs telles que le respect de l'individu, l'intégrité personnelle, l'amour du prochain, l'inclusion, la responsabilité environnementale et la justice.

La fondation est née, en 2024, de la fusion de deux institutions historiques créées en 1916 et 1918. Elle perpétue un héritage de plus d'un siècle au service des soins (services hospitaliers, personnes âgées et santé mentale) et de l'éducation (protection de l'enfance, enseignement supérieur et professionnel).

Compétence et compassion

La direction de la Fondation Diakonova Haraldsplass s'entoure d'un personnel hautement qualifié et empathique. Elle met un accent particulier sur le développement de compétences professionnelles associées à une compassion sincère et ancrées dans les besoins des personnes accompagnées. L'inclusion et la solidarité, dans un monde de plus en plus polarisé, demeurent des valeurs fondamentales.

Il ne suffit pas d'être compétent.

Il ne suffit pas d'être compétent : le véritable impact se produit lorsque les connaissances s'accompagnent d'une attention sincère portée aux autres. Compétences, compassion et humilité sont les maîtres-mots de Diakonova Haraldsplass. La fondation crée des environnements dans lesquels les personnes se sentent considérées, en sécurité et valorisées. Cet équilibre entre compétences et compassion renforce la confiance et consolide les fondements.



La Fondation Diakonova Haraldsplass, en Norvège, s'appuie sur ses valeurs chrétiennes pour innover.

Des récits bibliques mis en valeur

Au fil des ans, la Fondation Diakonova Haraldsplass a été une source d'espoir, d'encouragement et de transformation pour d'innombrables personnes. Elle utilise les récits bibliques qui ont guidé et inspiré des générations. Ils demeurent pertinents aujourd'hui. Ces récits nous rappellent notre humanité commune et les valeurs qui nous unissent. La parabole du Bon Samaritain, mise en avant par la fondation, nous invite à mettre à profit notre expérience, nos connaissances et notre foi pour aborder les questions fondamentales de justice, de miséricorde et de solidarité et agir pour les personnes dans le besoin.

En tant qu'acteur social moderne et délibérément tourné vers l'avenir, la fondation cherche à être forte, fière et visible. Elle continue à éléver les gens en honorant le passé tout en s'engageant avec audace dans le présent et l'avenir. Elle innove en matière de soins et de services pour toujours mieux répondre aux besoins émergents de la société et assurer une prise en charge holistique des personnes qu'elle accompagne.

Diakonova Haraldsplass s'applique à renforcer le rôle et la visibilité de la diaconie à l'échelle nationale et internationale puisqu'elle participe à plusieurs réseaux internationaux clés parmi lesquels figure la Kaiserswerther Generalkonferenz, un réseau mondial de plus de quatre-vingt-dix institutions engagées dans le travail diaconal. En Europe, elle est affiliée à Eurodiaconia, réseau d'Églises et d'organisations non gouvernementales qui œuvrent, en étroite collaboration avec la Commission européenne, pour la justice sociale, la santé et la lutte contre la pauvreté.

Grâce à son engagement durable, la Fondation Diakonova Haraldsplass continue de façonnner l'avenir des soins, de l'éducation et de l'inclusion sociale en Norvège et au-delà.

**Astrid Aarhus Byrknes,
directrice et responsable des relations avec
la communauté et les autorités, Fondation
Diakonova Haraldsplass**

¹ Le label, qui mesure la qualité de vie au travail, a été décerné après une enquête auprès des salariés de l'Ehpad.

² Association pour une vieillesse heureuse.

³ Voir l'enquête de la FEP sur l'attractivité des métiers : <https://fep.asso.fr/2025/02/attraktivite-des-metiers-du-social-medico-social-et-sanitaire-une-enquete-de-la-fep-dresse-un-etat-des-lieux/>

Les échos du terrain

La résidence Paumier-Vernes a cent soixante-dix ans

Situé à deux pas du temple de Montparnasse-Plaisance, le foyer Paumier-Vernes¹ accueille chaque année une cinquantaine d'étudiants dans des chambres doubles ou individuelles, dont deux sont aménagées pour les personnes à mobilité réduite.

La résidence étudiante Paumier-Vernes, située dans le xiv^e arrondissement à Paris, est méconnue des protestants. Ils n'y pensent guère quand ils cherchent un hébergement pour leur progéniture qui s'exile à Paris pour ses études. C'est pourtant une bien vieille dame puisqu'elle fête son cent soixante-dixième anniversaire cette année.

Un quartier très populaire au xix^e siècle

Nous sommes en 1855, dans le hameau de Plaisance, rattaché à Vaugirard, l'une des communes enclavées entre le mur des Fermiers généraux² et les fortifications qui ceinturent la capitale. Tapi à l'ombre de Montparnasse, dans un recoin oublié, l'endroit est isolé des quartiers populaires de la rive droite célébrés par Victor Hugo, Émile Zola et Eugène Sue. Ici, l'urbanisme est rudimentaire, les infrastructures à peine ébauchées. La voirie n'est qu'un entrelacs incohérent de ruelles parsemées d'égouts à ciel ouvert, de nids-de-poule et de



pavés disjoints. Bien sûr, il n'y a pas d'école ! Les humbles s'entassent dans des taudis aux toitures avachies, notamment la classe ouvrière parisienne dont la population triple entre 1800 et 1870 et se constitue en dehors de l'Église et du christianisme pratiquant. En 1871, ce hameau deviendra un bastion de communards...

Des réponses chrétiennes aux questions sociales

Le pasteur Henry Paumier (1821-1899) a trente-quatre ans. Fils d'un doyen de la Faculté de théologie de Montauban, il est rattaché à la paroisse de Pentemont et habite le faubourg Saint-Germain, un des refuges parisiens du luxe et de ses joies.

Défenseur du rôle de l'Église dans la transformation sociale, il conçoit l'engagement en faveur des plus pauvres comme un témoignage essentiel de sa foi. Avec son épouse Françoise, il fonde à Plaisance une paroisse protestante, deux écoles ainsi qu'un orphelinat de jeunes filles. Le père de Madame est Charles Vernes, le sous-gouverneur de la Banque de France ; il abonde en libéralités en faveur de leur projet.

Au lendemain de la Commune, un contemporain de Paumier, Robert McAll, crée lui aussi des missions dans les quartiers ouvriers de Paris (dont la première mission populaire évangélique de France à Belleville). Suivront Tommy Fallot, Charles Gide et Élie Gounelle, soucieux à leur tour d'apporter une réponse chrétienne aux questions sociales.

Quant à l'œuvre du couple Paumier-Vernes, un bel héritage demeure : la paroisse de Montparnasse-Plaisance ainsi qu'une fondation reconnue d'utilité publique. Cette dernière gère les murs du complexe culturel L'Entrepôt, inauguré naguère par Frédéric Mitterrand, mais surtout cette charmante résidence étudiante, récemment réhabilitée, avec des salles d'étude et de détente, une cuisine commune équipée, un très agréable jardin et trente-sept chambres. Pierre Bayle, France Quéré, Delphine Seyrig, Rabaud Saint-Étienne, Christophe-Philippe Oberkampf, les frères Peugeot, Francis de Pressensé... toutes seront prochainement baptisées du nom d'une grande figure protestante. Avis aux étudiants (et à leurs parents) !

Lorraine Kaltenbach, présidente de la Fondation Paumier-Vernes

La résidence protestante Paumier-Vernes accueille à Paris une cinquantaine d'étudiants dans un quartier calme du xiv^e arrondissement.

¹ Résidence Paumier-Vernes, 63, rue Pernety, 75014 Paris, residence@paumier-vernes.org et www.unme-asso.com/html/paris/paumier_vernes.htm

² Le mur des Fermiers généraux est l'une des anciennes enceintes de Paris, construite juste avant la Révolution, de 1784 à 1790.

SPFA, trente-cinq ans de solidarité avec l'Arménie

Janick Manissian est président de Solidarité protestante France Arménie¹. L'ONG française, créée en 1990, apporte son soutien à la population arménienne dans les domaines de la santé, l'hygiène, l'éducation et la reconstruction.

Ma vie a basculé le 7 décembre 1988, le jour du terrible séisme qui a dévasté la région de Spitak et tué des dizaines de milliers d'Arméniens. Je n'avais aucun lien direct avec ce pays mais devant la souffrance du peuple arménien, j'ai été très ému. Je suis devenu arménien ce jour-là.

Une amitié profonde

Quand Samuel Sahagian, pasteur de l'Église réformée du Luxembourg à Paris, m'a sollicité pour rejoindre son association, je n'ai pas hésité, le peuple arménien avait besoin d'aide. Nous avons reçu très vite le soutien de milliers de personnes. Trente-cinq ans plus tard, cet engagement continue, porté par la confiance, la fidélité et la générosité de ceux qui nous ont suivis depuis le début, avec un seul mot d'ordre : on ne compte pas les jours mais on fait en sorte que les jours comptent.

En février 1990, quand j'ai mis les pieds pour la première fois en Arménie, j'ai été choqué : tout était à reconstruire. Les premières actions ont ciblé les écoles, le chauffage, pour que les enfants ne soient pas isolés dans le froid glacial de l'hiver arménien (- 30°). Quatre-vingt-dix-huit pays sont venus en aide à l'Arménie, à commencer par la France.

Depuis le Moyen Âge, La France a une place très particulière dans le cœur des Arméniens. Après le génocide², elle a accueilli nos grands-parents, nous lui en sommes très reconnaissants. Plus de six cent mille Français d'origine arménienne vivent aujourd'hui en France. Il faut entretenir ce lien fort ; aujourd'hui plus que jamais, la paix reste fragile.

SPFA est pionnière en matière de francophonie : quatre cents jeunes apprennent le français gratuitement dans nos neuf centres équipés d'ordinateurs, des universités d'été sont ouvertes, les enfants découvrent l'univers du livre³, la faculté de théologie d'Etchmiadzine est soutenue, le talent de jeunes prodiges musicaux – dont certains sont

¹ SPFA a récemment adhéré à la FEP.

² Entre 1915 et 1923, plus d'un million et demi d'Arméniens ont été victimes des atrocités commises par l'Empire ottoman.

³ Le projet « Joie de lire » familiarise les enfants de 3 à 12 ans avec le monde du livre, la lecture, le récit.

⁴ En arménien, *pyunic* signifie « phénix », symbole du renouveau.



L'accès à la ressource en eau reste un enjeu crucial pour l'Arménie. Amener l'eau potable des sources jusqu'aux villages est primordial pour l'ONG SPFA.

devenus des solistes à la réputation internationale – est valorisé (des tournées sont régulièrement programmées en France).

Des actions multiples

SPFA œuvre dans de nombreux domaines : l'acheminement d'eau potable dans les villages, le soutien agropastoral, la reconstruction d'écoles, la rénovation d'équipements sportifs, l'organisation de centres de loisirs et colonies de vacances. À Gyumri, mille cinq cents élèves sont accueillis dans des structures périscolaires ; cent cinquante personnes âgées reçoivent un repas quotidien et sont emmenées deux fois par mois aux douches municipales. À Pyunic⁴, enfants valides et enfants porteurs de handicap se côtoient ; la directrice de l'établissement, amputée des deux jambes lors du tremblement de terre, s'en occupe merveilleusement. Nous ouvrons pour eux des centres aérés, subventionnons les frais de chauffage, salarions une psychologue, faisons éditer des livres en braille... On essaie de satisfaire les demandes.

Depuis 2020, nous aidons les déportés du Karabakh. Dernièrement, un centre de soutien psychologique pour les soldats et leur famille a ouvert ses portes.

SPFA propose des parrainages d'enfants ou de familles et organise deux voyages découverte par an. L'Arménie est un musée à ciel ouvert avec ses quatre mille monuments dont la plupart sont inscrits au patrimoine de l'humanité. On reste très humble. Ma devise, c'est que le bien ne fait pas de bruit et que le bruit ne fait pas de bien.

Propos recueillis par **Brigitte Martin**

Pour en savoir plus sur SPFA :



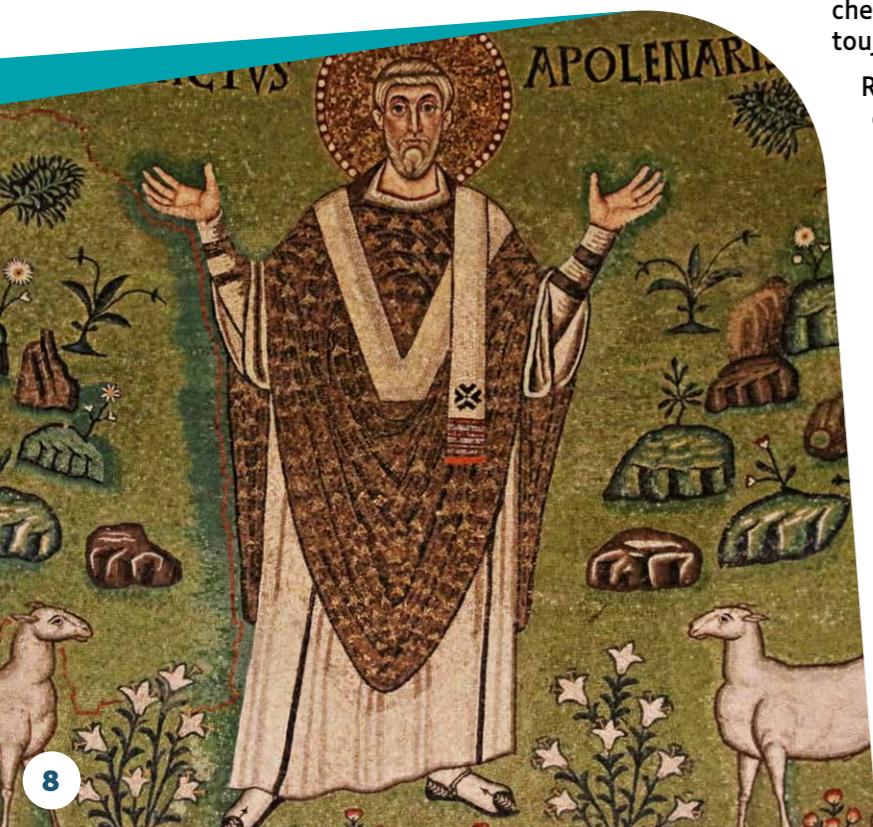
Mesurer la foi

Les apôtres demandent au Seigneur d'augmenter leur foi. Il leur répond : « Si vraiment vous aviez de la foi gros comme une graine de moutarde, vous diriez à ce sycomore : "Déracine-toi et va te planter dans la mer" et il vous obéirait¹. » La foi se mesurerait-elle ?

Les proches de Jésus sont souvent déroutés par ses prises de position sur quantité de sujets. Jésus demande que l'on aime ses ennemis, que l'on parte chercher la brebis perdue en abandonnant les quatre-vingt-dix-neuf autres, il affirme qu'il y a « plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repente, que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'ont pas besoin de repentance » et prétend que les collecteurs d'impôts et les prostituées précédèrent les bons croyants dans le royaume de Dieu². Les apôtres qui suivent Jésus doivent sans cesse remettre en question leurs certitudes dogmatiques sur des questions quotidiennes.

Ni performance ni prouesse

Le monde n'est donc pas partagé entre le pur et l'impuir, les bons et les mauvais, le sacré et le profane. Avec Jésus, les frontières tracées de tout temps entre ces réalités deviennent poreuses. Si les apôtres ne peuvent pas intégrer ces évolutions, c'est que leur foi n'est pas assez forte, d'où cette demande adressée à Jésus. Comme si la foi était une grandeur mesurable et pouvait être dopée par quelqu'un d'extérieur. Comme si la foi avait pour fonction première de rassurer l'homme sur le monde.



Mosaïque, basilique Saint-Apollinaire de Classe, ancien port antique de Ravenne (Italie).

¹ Luc 17.5-6.
² Luc 6.27, 15.4, 15.7 et Matthieu 21.31.
³ Jean 13.35.

Brice Deymié

Jésus répond aux disciples par l'absurde en mettant en parallèle la taille modeste d'un grain de moutarde, symbolisant l'intensité de la foi, et un mouvement aussi inutile (et spectaculaire) qu'un sycomore se plantant dans la mer. Mesurer la foi, c'est l'assimiler à une performance, une prouesse, une conformité extérieure dans un acte ostensible. Ce qui était vrai du temps de Jésus l'est *a fortiori* aujourd'hui tant nos sociétés sont marquées par l'idéal scientifique et le désir d'objectiver toute chose. La foi elle-même peut être tentée de se justifier, de se démontrer, de se traduire en comportement mesurable.

Une libre adhésion

La foi est d'abord un consentement à ce qui ne se laisse ni posséder ni prouver. La foi ne s'étalonne pas, elle se vit dans l'instant, dans la solitude d'un rapport avec le divin que le philosophe danois Kierkegaard appelle « *la subjectivité passionnée* ». La foi n'est pas l'opposé de la raison mais surgit là où le raisonnement s'arrête. Le savoir se fonde sur des preuves, des démonstrations, une objectivité partagée. La foi, au contraire, suppose un saut, un engagement sans garantie, une décision intérieure en réponse à un appel qui dépasse la raison.

Toutes les preuves prétendent scientifiques de la foi ne reposent jamais que sur un malentendu. La foi est une libre décision de notre subjectivité et n'a que faire d'une objectivité, à la manière de la requête des apôtres, qui tenterait de l'arracher à la douleur de l'engagement. C'est en cela que consiste la vérité de la foi : on s'y engage, on marche sur le chemin mais on ne possède pas cette vérité qui est toujours devant nous.

Reste un point essentiel à notre propos : s'il est entendu qu'elle est incommensurable et non objectivable, la foi doit se reconnaître à l'amour. L'amour est la manifestation nécessaire et extérieure de la foi intérieure. L'apôtre Jean fait dire à Jésus dans son Évangile : « *À ceci tous vous reconnaîtront pour mes disciples : à l'amour que vous aurez les uns pour les autres*³. » Il existe incontestablement un rapport étroit entre foi et charité. On pourrait l'envisager comme un élément de réponse à la question des apôtres.

Dossier

MESURER CE QUI COMpte



De l'intention à la preuve : le levier de la mesure d'impact

Depuis plus d'une décennie, les structures engagées dans l'économie sociale et solidaire (ESS) se sont pleinement approprié deux notions fondamentales : l'utilité et l'impact social, et il est nécessaire ici d'éclairer cette distinction.

L'utilité sociale consiste à répondre à un besoin non couvert, à recréer du lien, à améliorer le bien commun. Elle se révèle encore plus précieuse lorsque ce besoin est ignoré des mécanismes marchands traditionnels.

L'impact social, quant à lui, dépasse la simple réponse, la seule action. Il intègre l'ensemble des effets – durables, positifs ou négatifs, directs ou indirects – qu'un projet ou une activité génère sur la société, ses bénéficiaires, ses salariés, ses bénévoles ou le territoire tout entier. Cette notion¹ dépasse la simple performance économique et constitue une véritable transformation humaine, sociale et environnementale.

Pourquoi et comment mesurer l'impact social ?

Mesurer l'impact social ne se résume pas à l'élaboration d'un tableau Excel : c'est une vraie posture stratégique. Il s'agit de mieux piloter

une organisation, d'orienter plus finement les ressources, d'apporter des preuves tangibles à ses financeurs, à ses partenaires, et aux bénéficiaires eux-mêmes. Et surtout, de rendre visible ce qui échappe souvent aux indicateurs classiques – l'épanouissement, la confiance, le sens retrouvé – autant d'éléments essentiels à la valorisation du travail d'acteurs engagés. Selon les organisations concernées, les objectifs de cette mesure d'impact diffèrent : pour une association de l'économie sociale et solidaire, il s'agit avant tout de démontrer la légitimité de sa mission.

Pour pouvoir mesurer cet impact, il faut avant tout distinguer trois stades complémentaires et différents : la mesure en tant que telle, qui consiste à définir un périmètre, des objectifs et une méthodologie puis à collecter et analyser des données ; l'interprétation, qui porte un jugement sur la pertinence et l'efficacité ; et la certification, qui fait appel à un tiers pour valider la démarche. Ces exercices, loin de s'exclure, s'articulent selon les besoins, les ressources disponibles, et le stade d'évolution de la structure.

Les méthodes mobilisées sont nombreuses : théorie du changement associée à la théorie des

¹ Définition proposée dès 2011 par le Conseil supérieur de l'ESS.

parties prenantes et des méthodes quantitatives et qualitatives de collecte de données, analyse coûts-avantages, retour sur investissement social... Certaines approches combinent d'ailleurs des indicateurs quantitatifs et des récits qualitatifs afin de donner corps et sens à la donnée, et, à ce titre, l'exemple de l'entreprise sociale Café Joyeux est particulièrement éclairant. Cette entreprise a pour objectif de donner du travail à des personnes déficientes intellectuelles ou présentant des troubles du spectre autistique².

Café Joyeux a réalisé avec le laboratoire ESSEC E&MISE³ une mesure de son impact auprès de quatre parties prenantes : ses employés travailleurs handicapés, leurs familles, les managers qui les encadrent au quotidien et enfin les clients des cafés. Ainsi par exemple, 99,1 % des cent dix-huit travailleurs interrogés ont augmenté leurs interactions sociales, 99,1 % ressentent du bien-être au travail ou bien encore 89,8 % déclarent avoir gagné de la confiance en eux. Sur le plan de la monétarisation et de la valorisation financière de ces impacts, ESSEC E&MISE a montré que Café Joyeux, grâce à toutes ses contributions, a créé une valeur sociale de 68,75 M€ pour les salariés, leurs familles et les clients, soit un SROI⁴ calculé de 7,40 €. Cela signifie que pour 1 € dépensé, qui permet à des travailleurs en situation de handicap d'avoir un emploi et de bénéficier de l'accompagnement et de la formation adaptés, la valeur sociale créée est de 7,40 €⁵.

Indicateurs et nécessité de mesurer notre impact

Il convient de bien distinguer les indicateurs de réalisation et de résultats qui relèvent du rapport d'activité et concernent le court terme, comme le nombre de personnes accompagnées ou insérées professionnellement, et les indicateurs d'impact qui mesurent les changements observés à moyen et long terme grâce à l'action mise en œuvre. Ces derniers doivent refléter la pluralité des impacts : évolution des usages et des comportements, amélioration de la confiance ou de la qualité de vie, accroissement du bien-être physique et/ou moral ou encore renforcement de la cohésion sociale.

Ces indicateurs sont d'autant plus faciles à lire et à utiliser qu'ils s'inscrivent dans une logique de cohérence avec les objectifs de développement durable : ils permettent à ce titre de décliner localement des engagements internationaux connus du plus grand nombre.

Néanmoins, faut-il tout mesurer ? Je répondrai clairement et fermement par la négative. Il n'est pas question de viser une mesure exhaustive et encore moins parfaite, mais de structurer une démarche de compréhension et de pilotage continu. Trop souvent, des exercices trop lourds s'épuisent dans la collecte de données et finissent par dévier l'attention de la mission première. Une démarche de mesure d'impact n'est pas une fin en soi mais est au service du projet. Elle doit répondre au triple principe de fiabilité, d'opérationnalité et de proportionnalité. C'est pourquoi nous rappelons souvent que toute démarche de mesure d'impact doit commencer par quatre questions essentielles : pourquoi mesure-t-on ? À qui s'adresse-t-on ? Que veut-on évaluer ? Et enfin, comment et avec quelles ressources ? Ces axes de réflexion nourrissent la cohérence entre les objectifs visés, la méthode choisie et les moyens mobilisés. Ils permettent également d'éviter l'écueil de la mesure discursive qui transforme l'évaluation en exercice de communication sans réel enjeu stratégique.

Mesurer l'impact social est un acte profondément politique (au sens noble du terme), stratégique et humain. Les structures de l'ESS, d'abord, sont soumises à cette exigence de montrer qu'elles répondent mieux que d'autres aux enjeux contemporains, qu'elles transforment les vies et les parcours, qu'elles construisent un avenir commun, et ce, d'autant plus dans cette période de remise en question croissante et tragique de ces modèles. Les financeurs, eux, découvrent que la performance sociale se mesure autant que la performance financière, même s'il reste un long chemin à parcourir pour déconstruire la doxa selon laquelle il faudrait choisir entre impact et rendement. Enfin, les décideurs publics s'appuient sur ces données pour arbitrer au mieux leur action au service de l'intérêt général.

Thierry Sibleude,
président de FAIR⁶ et professeur émérite, fondateur de la chaire Entrepreneuriat et innovation sociale de l'ESSEC

² Voir « Un café joyeux à Nantes », *Proteste*, n° 173, p. 3.

³ Laboratoire de recherche pour l'évaluation et la mesure de l'impact social et environnemental, cofondé en 2019 à l'ESSEC par Élise Leclerc, directrice, et Thierry Sibleude, directeur académique.

⁴ Retour social sur investissement, de l'anglais, *social return on investment*.

⁵ Pour en savoir plus, Élise Leclerc et Thierry Sibleude, *La Mesure d'impact. Intégrer l'impact social et environnemental dans sa performance économique*, Paris, Dunod, mars 2025.

⁶ FAIR, Financer, accompagner, impacter, rassembler, collectif de la finance à impact social au service d'un monde plus juste et durable, <https://www.finance-fair.org/fr>

Les impacts ne sont pas tous faciles à mesurer

Olivier de Schutter est le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Il enseigne le droit international à l'université de Louvain en Belgique et à Sciences Po Paris.

Pourquoi est-ce si important d'évaluer son impact social ?

Les mesures d'impact social se développent pour qu'on puisse s'assurer que les gouvernements investissent dans les services sociaux, et pour pousser les organisations qui offrent ces services à maximiser leur efficacité. La difficulté principale est qu'on mesure beaucoup mieux certains impacts que d'autres. Les impacts économiques, notamment l'amélioration du capital humain, de la qualification, qui permet aux personnes d'être employables, sont plus aisément quantifiables que le bien-être, le capital social (ce qui nous permet de « faire société ») ou encore la capacité de concilier vie professionnelle et vie privée. Bien des dimensions extrêmement importantes de la vie des gens se mesurent très mal.

Les mesures d'impact orientent-elles les politiques publiques ?

On a beaucoup progressé sur les indicateurs de bien-être et sur notre capacité à mesurer autre chose que l'augmentation des possibilités de consommation matérielle et le produit intérieur brut. Mais ces mesures n'ont pas abouti à des changements dans la manière dont les politiques sont conduites. Les gouvernements comprennent qu'il faut des indicateurs de progrès alternatifs mais n'essaient pas fondamentalement de faire se modifier notre manière de produire et de consommer. Ils ne tirent pas les conclusions de ce que ces indicateurs montrent et ne changent pas de cap. Ils se limitent à focaliser leur attention sur la quête d'autres instruments de mesure.

La croissance économique prévaut ?

Au sortir de la guerre, on a concentré les efforts sur l'augmentation de la production et de la consommation parce qu'il y avait des pénuries et nécessité d'investir dans des infrastructures. Il fallait satisfaire des besoins essentiels. Mais la poursuite continue de la croissance est devenue



Olivier de Schutter à Paris, en avril, lors du meeting annuel d'Eurodiaconia.

contre-productive : à force de s'entêter à créer de la croissance économique, de la richesse monétaire, on néglige des questions essentielles de distribution, d'équilibre, on échoue à interroger les gens sur la qualité de leur vie et sur le capital social.

Les professionnels sont-ils réticents aux mesures d'impact ?

Tant que les mesures d'impact sont focalisées sur ce qui contribue, à travers les indicateurs quantitatifs définis à cette fin, à la performance économique, je comprends qu'on s'en méfie. Personne n'a envie de voir son travail réduit à la question de la richesse qu'il crée, *a fortiori* si cela se limite au court terme. La méfiance vis-à-vis des mesures d'impact tient au fait qu'elles ont trop souvent légitimé une approche purement économique du travail et de l'investissement social. Ce qui est très réducteur et contre-productif.

Cette méfiance engendre-t-elle un mal-être au travail ?

J'ai vu beaucoup d'incompréhension par rapport à des objectifs quantitatifs fixés sans prise en compte des contraintes réelles du travail social. Il y a une véritable transaction, un *trade-off*, entre la qualité de l'accompagnement social et l'obligation de faire du chiffre. Beaucoup de travailleurs sociaux sont de plus en plus mal à l'aise par rapport à leur travail parce qu'ils sont soumis à des obligations de performance, quantitativement évaluées, incompatibles avec l'éthique de leur métier.

Propos recueillis par Brigitte Martin

Un peu de vocabulaire

Évaluation

L'évaluation est une démarche structurée d'analyse critique qui vise à porter un jugement argumenté sur la valeur d'un projet ou d'une action. Elle repose sur des critères explicites (pertinence, efficacité, cohérence, impact, etc.) et s'appuie sur des données pour éclairer la prise de décision, améliorer les pratiques ou rendre compte auprès des parties prenantes.

Parties prenantes

Les parties prenantes regroupent les individus ou groupes concernés par un projet, directement ou indirectement : bénéficiaires, financeurs, partenaires, institutions, etc. Leur implication permet de mieux comprendre les effets d'un projet et d'éclairer l'analyse de son impact.

Mesure d'impact

La mesure d'impact est une forme spécifique d'évaluation qui se concentre sur les changements de long terme générés par un projet à une échelle large (population, territoire, système). Elle cherche à démontrer dans quelle mesure le projet contribue à transformer durablement une situation.

Données

Les données sont les informations collectées pour analyser un projet ou une action. Elles peuvent être quantitatives (chiffres, statistiques) ou qualitatives (récits, observations, témoignages) et servent à décrire les activités, mesurer les résultats ou comprendre les mécanismes de changement. Elles constituent le socle factuel de toute démarche d'évaluation ou de mesure d'impact.

Résultats (produits, effets, impacts)

Les résultats désignent les conséquences d'un projet. Dans une mesure d'impact, on distingue différents niveaux :

- les produits sont les résultats immédiats, directement liés aux actions mises en œuvre ;
- les effets sont les changements intermédiaires observés chez les parties prenantes ;
- les impacts sont les transformations durables et systémiques observables à plus grande échelle.

cette distinction aide à mieux comprendre la portée réelle d'un projet.

Indicateurs

Les indicateurs sont des outils de mesure utilisés pour suivre, objectiver et comparer les résultats d'un projet. Ils sont quantitatifs ou qualitatifs, et valident (ou non) les hypothèses formulées dans une démarche de mesure d'impact.

La mesure d'impact, une plus-value pour l'évaluation ?

La mesure d'impact s'inscrit dans un processus plus large d'évaluation. Elle apprécie la contribution d'un projet à une transformation durable et équitable de la société.

Évaluer pour mieux décider

L'évaluation est un outil d'aide à la décision. Elle permet de discerner ce qui est bon et ce qui peut être amélioré. Elle apporte de la transparence aux gouvernances et de la redevabilité vis-à-vis des partenaires. Elle peut être motivée par le désir d'être plus efficace, plus pertinent, plus durable, ou plus transformatif. Elle offre aux porteurs de projet la possibilité de s'assurer que leur action répond à un besoin réel (pertinence), produit des résultats concrets (efficacité), dans la durée (soutenabilité). Dans le cas de l'innovation sociale, elle formalise une preuve de concept : démontrer qu'une solution innovante fonctionne et mérite d'être soutenue ou déployée.

Mesurer l'impact, une approche spécifique

La mesure d'impact est une forme particulière d'évaluation. L'impact est en effet l'un des critères possibles pour évaluer un projet. La mesure d'impact se focalise en principe sur les résultats indirects d'un projet, afin de valoriser la différence à long terme et/ou à grande échelle. La mesure d'impact s'inspire de la démarche scientifique : elle implique la formulation d'hypothèses, la construction d'un cadre d'analyse, la définition d'indicateurs, la collecte et l'interprétation de données. Elle repose généralement sur une théorie du changement, distinguant trois niveaux de résultat : les produits, les effets et les impacts¹.

Prenons l'exemple du mentorat pour les jeunes défavorisés, largement promu depuis 2021 par le plan « 1 jeune, 1 mentor ». Cette politique publique a permis une forte hausse du nombre de mentorés, passés de vingt-cinq mille à cent soixante mille par an en 2023. Les résultats directs du mentorat sont encourageants : les jeunes mentorés et les mentors sont satisfaits de l'expérience, et perçoivent des effets positifs tels qu'une meilleure estime de soi. Le mentorat démontre ainsi une certaine efficacité. Pourtant,



La mesure d'impact est consommatrice de temps mais le jeu en vaut la chandelle.

la mesure de l'impact réel reste un défi. D'abord, parce qu'elle devrait se fonder sur des groupes témoins pour isoler un effet « net » du mentorat. Ensuite, parce qu'elle devrait s'évaluer à l'aune de l'égalité des chances, qu'on pourrait matérialiser ici par la réduction des inégalités d'accès à l'enseignement supérieur. Or, les écarts d'accès entre classes sociales s'accroissent². Cela nous amène à nous interroger : le mentorat est utile, mais contribue-t-il à transformer une situation structurellement inégalitaire ? La réponse dépend de multiples facteurs – système éducatif, conditions de vie, etc. – qui dépassent le dispositif.

Une approche exigeante et collective pour faire évoluer les organisations

C'est ici que l'évaluation d'impact prend son sens. Elle situe un projet dans son écosystème, éclaire ses interactions avec d'autres politiques ou initiatives, et encourage des coalitions intelligentes entre acteurs poursuivant une même cause. L'impact est collectif : il résulte d'actions coordonnées, et non de solutions isolées.

Une évaluation ou mesure d'impact exigeante est consommatrice de temps, particulièrement lorsqu'on veut estimer un « impact net », mais elle garantit qu'un projet contribue à une transformation durable et équitable de la société.

Les organisations doivent répondre au défi de choisir intelligemment leurs pratiques d'évaluation afin de trouver un équilibre entre l'investissement et la valeur créée par l'évaluation : des preuves, mais aussi des enseignements pour leurs stratégies.

Antoine Colonna d'Istria, fondateur d'Aginso, agence d'innovation sociale, et ancien membre du bureau de la Fonda³

¹ Voir, ci-contre, les définitions proposées par Antoine Colonna d'Istria.

² Source : Observatoire des inégalités, avril 2025 ; <https://www.inegalites.fr/La-democratisation-de-l-enseignement-superieur-en-panne>

³ La Fonda, association reconnue d'utilité publique, accompagne la vie associative depuis plus de quarante ans. Parce qu'il ne peut y avoir de vitalité démocratique sans vitalité associative, la Fonda veut donner aux associations et à tous les acteurs de l'intérêt général un rôle central dans la construction d'une société inclusive et durable.

Mesurer pour mieux piloter

Depuis vingt-trois ans, l'Avise accompagne le développement de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale. L'association d'intérêt général outille, anime, accompagne et finance. Lydia Fenner est responsable du pôle Impacts.

Comment définir l'impact social ?

Le terme apparaît pour la première fois dans les années 1970 aux États-Unis et se développe à partir des années 1990 dans le monde anglo-saxon. En France, le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire propose, dès 2011, une définition : « *L'impact social consiste en l'ensemble des conséquences des activités d'une organisation tant sur ses parties prenantes et internes que sur la société en général dans le secteur de l'économie sociale et solidaire ; il est issu de la capacité de l'organisation à anticiper des besoins pas ou mal satisfaits et à y répondre via ses missions de prévention, réparation ou compensation.* »

La recherche d'impact social est au cœur du projet des entreprises de l'ESS. Elle englobe tous les changements, positifs ou négatifs, attendus ou inattendus, engendrés par les activités. Elle cherche à comprendre, mesurer, valoriser les effets produits et répertorier leurs conséquences sociales.

L'impact n'est donc pas seulement financier ?

Non, la performance ne se réduit pas à des résultats financiers mais s'incarne dans les incidences générées par les actions. Sur un plan opérationnel, l'impact social peut être visualisé sur une chaîne de valeur. On distingue ce qu'on fait – les ressources humaines et financières mobilisées, les activités menées, les formations, les accompagnements... ; ce qu'on produit – les réalisations, le nombre d'événements ou de formations assurées, de bénéficiaires accompagnés, d'emplois créés... ; et la contribution du projet – ses conséquences, le changement généré.

Pourquoi lancer une mesure d'impact ?

Pour apporter la preuve de la valeur sociale créée et de la pertinence du projet, mais aussi pour améliorer la pratique interne, la recherche de solutions innovantes et alimenter une activité de plaidoyer externe. Ce faisant, on pérennise ses financements ou on en suscite de nouveaux. Le travail des salariés et bénévoles est reconnu, valorisé, les équipes sont motivées, de nouvelles instances de dialogue sont créées.

La mesure d'impact peut être programmée à toute étape de la vie d'un projet ou d'une organisation et, dans l'idéal, dès sa création. Avant de se lancer, et en fonction des moyens humains et financiers dont on dispose, il faut décider si elle se fera en interne ou si tout ou partie sera externalisé. Il n'est pas simple d'identifier les coûts financiers ni la contribution des équipes et la mobilisation des partenaires. L'évaluation est un processus à long terme (entre six mois et deux ans) qui devrait perdurer et être intégré au fonctionnement de la structure.

Quelles sont les étapes de la mesure d'impact ?

La mise en œuvre se fait en trois étapes : la phase de cadrage (définition de la question évaluative) ; la phase de la preuve (données à collecter et actions de collecte) ; la phase d'analyse et de capitalisation des résultats : l'action évaluée atteint-elle ses objectifs ? Entraîne-t-elle d'autres impacts ? Les moyens déployés sont-ils suffisants ? Un meilleur pilotage des activités est-il recommandé ?

Nous avons élaboré un guide de la mesure d'impact social¹. Il propose des outils pratiques et des cas concrets à chaque étape. Il répertorie les acteurs et dispositifs de formation, d'accompagnement et de financement.

Propos recueillis par Brigitte Martin



Acteur de référence de l'ESS, l'Avise propose un guide méthodologique illustré pour accompagner les organisations dans leur processus de mesure d'impact.

¹ <https://www.avise.org/ressources/evaluer-son-impact-social>

Ce qu'ils en disent...

Du Pays Basque aux Grandes Ecoles

SECOURIR, ACCOMPAGNER, RECONSTRUIRE
La Fondation de l'Armée du Salut



Depuis quelques années, Action contre la faim nous soutient dans l'évaluation de nos dispositifs et projets quant à l'aide alimentaire. Nous venons de signer avec l'ONG un partenariat pour une durée de deux ans.

L'aide alimentaire est souvent évaluée à travers des indicateurs quantitatifs comme le nombre de repas servis et de personnes touchées, ou la quantité de denrées distribuées. ACF va nous aider à mesurer notre impact, c'est un énorme pas. Nos bénévoles sont fragiles en ingénierie, nos travailleurs sociaux sont formés pour accompagner les gens dans le temps long, pas pour relever des indicateurs et les analyser, aussi avons-nous choisi d'externaliser notre mesure auprès d'un expert de ce domaine. À terme, nous formerons des équipes ADS¹ pour internaliser la mesure durablement et plus largement, car, aujourd'hui, nos dispositifs d'aide alimentaire sont nombreux et nous travaillons en silos.

L'objectif est de mesurer de quelle manière notre projet améliore les conditions de vie des personnes que nous accompagnons. La première étape consiste à identifier ce qu'on veut évaluer et à choisir les référentiels d'impact. Quelles causes défendons-nous : le pouvoir d'agir, la dignité, le bien-être, la santé... ?

Nous avons déjà fait des études sur les publics accueillis, le lien entre l'alimentation et la santé, la participation des personnes accompagnées, le gaspillage alimentaire, l'option tickets service, l'adaptation de nos repas aux bénéficiaires musulmans, végétariens, végans ou atteints de pathologies lourdes (et ils sont très nombreux). Nous souhaitons, à moyen terme, accéder à des denrées de meilleure qualité grâce à un partenariat accru avec des producteurs locaux. Mais nous voulons aussi que l'aide alimentaire demeure une entrée pour créer du lien social. L'inconditionnalité est une valeur qui nous est chère.

La mesure d'impact nous est apparue essentielle pour « rassembler les morceaux », y voir plus clair, aller plus loin et apprendre à mieux communiquer, notamment auprès de nos financeurs.

Marie Cougoureux,
responsable nationale de la lutte contre la précarité alimentaire, Fondation de l'Armée du Salut

¹ Armée du Salut.

La FEP mobilise les outils de mesure d'impact

Convaincue qu'une politique d'intégration par l'accès à l'emploi de l'ensemble des personnes migrantes constitue un vecteur de cohésion sociale, la FEP a lancé une expérimentation pour faciliter l'accès légal au travail de personnes dites « en situation irrégulière ». Une mesure d'impact s'imposait.

Le dispositif EN ACT ambitionne de rompre le cercle néfaste dans lequel sont maintenues les personnes sans papiers dont certaines ne sont ni régularisables ni expulsables, privées de tout revenu ou contraintes à exercer illégalement un emploi. Pour transformer cette impasse en cercle vertueux, la FEP développe une approche fondée sur un partenariat multi-acteurs, ancrée sur les territoires. Des consensus locaux (à l'échelon d'une agglomération ou d'un département) sont établis avec l'ensemble des parties prenantes du champ de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle, structurés autour de l'intérêt des acteurs concernés : structures employeuses confrontées à une pénurie de main-d'œuvre ; personnes sans papiers exprimant un besoin d'insertion à travers l'accès légal au travail ; acteurs du monde du travail et de l'insertion en lutte contre le travail irrégulier.

Une question de pertinence

La mesure d'impact présente de nombreux avantages, à commencer par la démonstration de l'efficacité et de la pertinence d'un dispositif facilitant l'insertion socioprofessionnelle de personnes sans papiers. Au-delà du suivi du nombre d'emplois pourvus et de personnes insérées professionnellement, mesurer l'impact de l'emploi sur les personnes et les entreprises qui les embauchent assoit la pertinence d'EN ACT. La mesure d'impact s'attache ainsi aux transformations durables obtenues : amélioration des conditions de vie pour les personnes, nouvelles compétences trouvées par les employeurs... Ces enjeux stratégiques sont essentiels à la démonstration du bien-fondé d'EN ACT et précieux pour convaincre les parties prenantes de l'intérêt de se mobiliser autour de l'accès légal au travail de personnes fragilisées par leur situation administrative.

¹ L'externalité positive est un concept économique qui décrit une situation où une activité générant des bénéfices indirects pour d'autres, sans que ces derniers aient à en supporter le coût.

Ajuster le cadre d'évaluation du dispositif, et donc la mesure d'impact, permet à tous les acteurs de s'approprier la démarche et de rendre tangibles les bénéfices qu'ils en retireront. Ainsi, mesurer la contribution apportée par le recrutement dans le maintien et le développement de l'activité d'une entreprise est un argument clé pour mobiliser d'autres structures employeuses.

Des bénéfices collatéraux

La mesure d'impact ouvre le champ de l'évaluation aux externalités positives¹. Au-delà des bénéfices obtenus par les personnes concernées et leurs employeurs, la FEP s'attache à évaluer l'impact des dynamiques de collaboration entre les acteurs du monde économique et du monde associatif, ou encore l'évolution de leur perception des enjeux de migration. Ce sont, pour la FEP, autant d'éléments susceptibles de convaincre de l'utilité d'une politique d'intégration digne des personnes en situation d'exil.

La mesure d'impact permet enfin d'apprendre de ses erreurs ou d'identifier de potentielles externalités négatives et de les atténuer. Avec le cadre d'évaluation mis en œuvre, la FEP adapte en continu le dispositif, le fait évoluer pour prévenir d'éventuels effets indésirables, comme une concurrence entre publics éloignés de l'emploi, et s'assure que les voies de recrutement classiques ont été épuisées avant de mobiliser son dispositif.

Quentin Peiffer, chef de projet EN ACT

Atelier pour le cadrage de l'évaluation d'impact d'EN ACT à Lyon, en février.



ADRA, des évaluations systématiques

L'ADRA (Agence adventiste de développement et de secours) est une organisation humanitaire mondiale créée par l'Église adventiste du septième jour. Tous les projets qu'elle entreprend font l'objet d'une évaluation.

L'ADRA intervient dans plus de cent vingt pays, et touche la vie de millions de personnes, sans distinction d'appartenance ethnique, politique, philosophique ou religieuse. En France, elle dispose de soixante-dix-neuf antennes et mobilise plus de mille deux cents bénévoles ; ils agissent en faveur de ceux qui sont dans le besoin à travers des actions sociales diversifiées.

Confirmer la pertinence des actions entreprises

Lors de la conception d'un projet d'actions, ADRA réalise une étude initiale pour identifier la situation de départ et inventorier les changements positifs que les bénéficiaires et partenaires souhaitent y apporter. Ces changements sont définis par des indicateurs clés de performance, mesurables pour chacun des objectifs répertoriés, qui feront l'objet d'une évaluation en cours et/ou en fin de projet. Ces indicateurs permettent de suivre non seulement la performance des projets, mais aussi de s'assurer qu'ils restent alignés sur les attentes des parties prenantes et les ressources prévues.

L'évaluation quantitative brute mesure les effets du programme en comparant les indicateurs avant et après son lancement, ou la population objet du projet et la population témoin ailleurs non affectée par l'opération.

Ce type d'évaluation est essentiel pour démontrer la pertinence et le succès des actions entreprises. Il est budgétisé et réalisé pour tous les projets ADRA, sauf les micro-projets et les actions ponctuelles à très petite échelle.

Repérer les effets non imputables au projet

Il est indispensable de distinguer les changements directement imputables aux activités du projet, de ceux engendrés par des facteurs externes, afin d'évaluer objectivement l'impact du projet. Par exemple, l'augmentation de la production agricole de 30 % dans le cadre d'un projet peut être due aux actions spécifiques mises en œuvre mais aussi à des facteurs externes comme des conditions météorologiques favorables ou l'intervention d'autres acteurs.



Le projet d'amélioration de l'accès à l'eau et de la gouvernance hydraulique dans la commune de Dir, au Cameroun, a bénéficié à 4677 personnes (réhabilitation de 12 forages et construction de 20 latrines).

Une étude d'impact est complexe et coûteuse, et le plus souvent réservée aux grandes opérations financées par des institutions. Ainsi, l'ADRA préfère parler de contribution du projet aux changements observés, plutôt que de lui en attribuer, à lui seul, le mérite.

L'évaluation est quantitative et qualitative.

Le cahier des charges des évaluateurs comprend la mesure quantitative des indicateurs de changement ainsi qu'une évaluation qualitative via des questions ouvertes lors d'interviews. Les effets indirects et inattendus, positifs comme négatifs, sont identifiés et rapportés, sans mesure précise de leur prévalence toutefois. Par exemple, l'atteinte de l'objectif d'un projet visant à accroître les revenus peut aussi avoir pour effet imprévu l'augmentation de l'alcoolisme. Des actions sont prises pour remédier aux effets indésirables s'il s'agit d'une évaluation intermédiaire, en cours de projet. Sinon, les leçons apprises sont intégrées pour ajuster les stratégies futures.

Les études menées lors de la conception des projets cherchent la durabilité, réduisent les risques d'effets indirects négatifs, et sont de plus en plus approfondies. La conception et l'évaluation des projets ADRA se fondent sur le principe du *build back better* (« reconstruire en mieux »), afin de s'assurer qu'ils répondent à des objectifs de résilience, de durabilité économique et environnementale, et d'inclusivité.

Olivier Guth,
ancien vice-président finance, ADRA International

Les limites du bénévolat

Les responsables associatifs sont conscients des attentes des bénévoles : on ne peut pas leur en demander toujours plus. Elle est finie, l'époque où l'on s'engageait sans compter, au risque de se perdre ou de s'épuiser.

Laurence vient de prendre sa retraite. Dynamique, la sexagénaire s'interroge : vers quelle association se tourner pour lutter contre les injustices sociales ? Très engagée jusque-là dans son travail et sa vie familiale, elle n'a aucune expérience du bénévolat. Une chose est sûre cependant : elle ne consacrera pas à cette activité plus d'un jour par semaine. Lucide, elle commente : « Je ne veux pas me relancer dans un mi-temps bénévole alors que je découvre une forme de liberté. »

Poser des limites

La posture de Laurence est révélatrice. Qui ne connaît pas des enfants de militants ou de pasteurs d'hier qui déplorent de ne jamais avoir vu leurs parents, accaparés par des engagements trop chronophages ? « Ils s'occupaient beaucoup des autres et pas assez de nous », regrette ainsi Béatrice.

Le pasteur et théologien Michel Bertrand commente : « Dans le domaine vocationnel, où l'on a vraiment choisi d'être là, la tentation existe d'aller au-delà de ses capacités émotionnelles ou physiques, il est donc très important qu'il y ait un cadre. » Ainsi de plus en plus d'associations établissent un contrat avec le bénévole¹, pour qu'il sache où il met les pieds, ce qu'on attend de lui et... ce qu'on n'en attend pas. Car le risque de toute-puissance guette toujours. Mu par sa foi et ses convictions, le volontaire pense qu'il va faire « bouger la montagne ». Son enthousiasme est indispensable, ses idées nouvelles aussi, mais il faut poser des limites.

Réfléchir ensemble sur le sens de nos engagements est essentiel.



Michel Bertrand insiste : « Parmi les garde-fous, il y a tout d'abord la collégialité. Il y a le projet associatif commun et la nécessité de rendre compte au groupe de ses actions, de communiquer sur son expérience, de partager ses questions et ses doutes. Le bénévole n'a pas à se créer son propre couloir de nage. L'autre facteur majeur est celui de la formation et, là encore, les associations ont fait un pas de géant. »

Se former

Se former est en effet indispensable, tout comme réfléchir sur les raisons conscientes et inconscientes de son engagement. La bonne volonté ne suffit pas. Elle peut même faire des dégâts. C'est pourquoi il est important de rappeler que, dans le bénévolat, on donne et on reçoit. Gabrielle, coprésidente d'une association de réfugiés, le répète à chaque réunion : « J'insiste sur le fait que l'action bénévole apporte de nombreuses rétributions symboliques. Certes, elle est gratuite sur le plan pécuniaire mais elle nourrit l'estime de soi, la création de liens, l'assurance de prendre sa part dans la marche de la société. Je le redis sans cesse, nous ne sommes pas là, ensemble, pour en baver mais bien pour agir joyeusement. »

Quant aux résultats de l'action, doit-on et peut-on les mesurer ? Si, dans le monde professionnel, il peut être plus facile d'établir des grilles d'évaluation, la culture du chiffre n'est pas au cœur de l'engagement bénévole, notamment dans un cadre chrétien. « Quand on est porté par le service de l'autre, quand il s'agit d'accompagner quelqu'un dans la durée pour l'aider à se remettre debout, le chiffre dit bien peu. Et je n'aime pas l'idée d'évaluation car on tombe vite dans des jugements de valeur », poursuit Michel Bertrand.

La persévérance, la capacité d'inventer, l'écoute sont-elles quantifiables ? Et quand survient l'échec ou le constat d'impuissance, l'essentiel n'est-il pas d'être là, à côté, parfois même silencieusement ?

Nathalie Leenhardt, journaliste

¹ Voir, par exemple, le guide de l'engagement bénévole et ses fiches pratiques proposés par la FEP : <https://fep.asso.fr/2024/01/guide-pratique-de-lengagement-benevole/>.

“
Une personne prudente réfléchit avant d'agir.
Proverbes 13.16
”

3 questions à Cyrille Tassart

Chercheur entrepreneur en approche systémique.



1

Comment définir l'approche systémique ?

Les structures qui travaillent sur des enjeux sociétaux et environnementaux font face à des problèmes très complexes, multifactoriels, transdisciplinaires, qui peuvent être éclairés par de nombreuses approches comme les sciences politiques, la sociologie ou la psychologie.

On attend des associations qu'elles apportent des solutions à court terme, efficaces, mesurables : quand elles sollicitent un mécène, elles ont intérêt à présenter des chiffres qui prouvent que leur solution fonctionne. Mais on est là dans un paradigme solutionniste. Malheureusement, 95 à 98 % des efforts des associations sont dédiés à penser la solution plutôt qu'à comprendre le problème. Celles qui accompagnent les personnes sans abri, par exemple, comprennent bien le besoin social, savent comment entourer, adopter la juste posture, mais ont du mal à cerner les mécanismes qui font que, inlassablement, le sans-abriisme se perpétue.

L'approche systémique propose un regard différent pour mieux comprendre la complexité de la situation et agir de manière plus pertinente, saine, robuste et durable. Elle ne se contente pas de mettre des sparadraps sur les problèmes en sacrifiant le long terme sur l'autel de l'urgence. L'approche systémique n'est pas la panacée mais elle offre des pistes pour sortir de cette fuite en avant solutionniste et repérer tous les impacts de nos actions, positifs et négatifs – car nous faisons aussi des dégâts malgré nous.

2

Des dégâts que l'on appelle « effets de bord » ?

Oui, ce sont des effets indésirables, imprévus et difficilement attribuables à nos actions. Je peux apporter une solution avec du sens, efficace à court terme, mais qui renforce le problème à long terme ou en crée d'autres. Il suffit souvent de se poser les bonnes questions. On peut notamment se demander si les actions engagées gênent d'autres acteurs ou les incitent à ne pas faire leur travail. Les associations qui pallient les manques de l'Éducation nationale, par exemple, contribuent malheureusement

en partie à son désengagement de certains sujets ou à l'hétérogénéité et la fragmentation de l'accompagnement des jeunes. Se poser les bonnes questions offre des pistes d'amélioration à la fois à court terme (les « PPPPP », les plus petits premiers pas possibles) et des perspectives de transformations plus profondes. On regarde moins à travers la lorgnette solutionniste, on se concentre moins sur un objectif à atteindre. On dézoomé pour prendre en compte l'ensemble de nos influences et avoir une action globale.

3

L'évaluation est-elle incontournable ?

Elle est largement généralisée. Si elle est bien faite, elle crée de l'intelligence et permet d'identifier des axes d'amélioration. Mais souvent, elle se fait à la demande des financeurs, ou sert d'outil de marketing pour les convaincre de l'intérêt des actions menées, et elle renforce la vision solutionniste. Les associations veulent prouver qu'elles ont un impact. Mais savoir si ce qu'on fait fonctionne ou pas n'a pas de sens. Réduire la complexité de nos actions à une mesure technique et s'en emparer pour clamer à quel point notre travail est formidable est un principe qui va à l'encontre de l'approche systémique.

La plupart des pratiques d'évaluation vérifient si l'objectif est atteint, sans se demander si cet objectif est bon ni prendre en compte les dégâts collatéraux. On peut se bercer de l'illusion que ce que l'on fait est souhaitable.

Le premier enjeu est moins d'essayer de mesurer l'impact – ce serait très prétentieux de notre part – que d'évaluer notre utilité, nos contributions, nos influences. Il faut changer de posture, faire preuve de curiosité, raisonner dans une logique d'apprentissage, remettre en question nos certitudes.

Le deuxième enjeu est de mettre tout en œuvre pour mieux comprendre les problèmes. L'évaluation, mais aussi tout travail d'enquête en partenariat – ou pas – avec le monde de la recherche, peut nous aider à cerner ce qu'il se passe, donc à mieux agir.

Propos recueillis par Brigitte Martin

C'est le premier regard qui compte

L'histoire du Bon Samaritain¹ est une allégorie de la loi.

Un juriste demande à Jésus ce qu'il faut faire pour avoir la vie éternelle. Ce spécialiste a évidemment une idée de la réponse mais il espère mettre au jour la transgression de Jésus sur des points fondamentaux de doctrine. Jésus ne se laisse pas piéger et renvoie son interlocuteur aux deux principaux commandements de la loi, aimer Dieu et aimer son prochain, conformes à la doxa juive. Il suffit d'une mise en pratique. Fin de la discussion pour Jésus.

Qui est mon prochain ?

Mais le juriste n'en reste pas là et demande : « Qui est mon prochain ? » Jésus raconte alors l'histoire d'un homme que des brigands ont laissé à moitié mort sur la route reliant Jérusalem à Jéricho. Un lévite et un prêtre passent par là mais n'ont pas un geste pour le blessé alors qu'un Samaritain, qui emprunte la même route, prend soin de la victime. Ce n'est pas Jésus qui conclut cette histoire puisqu'il retourne sa question à l'homme de loi : « Lequel des trois s'est montré le prochain de l'homme qui était tombé sur les bandits ? » Le juriste est bien obligé de reconnaître que c'est le Samaritain qui s'est montré le prochain de l'homme blessé.

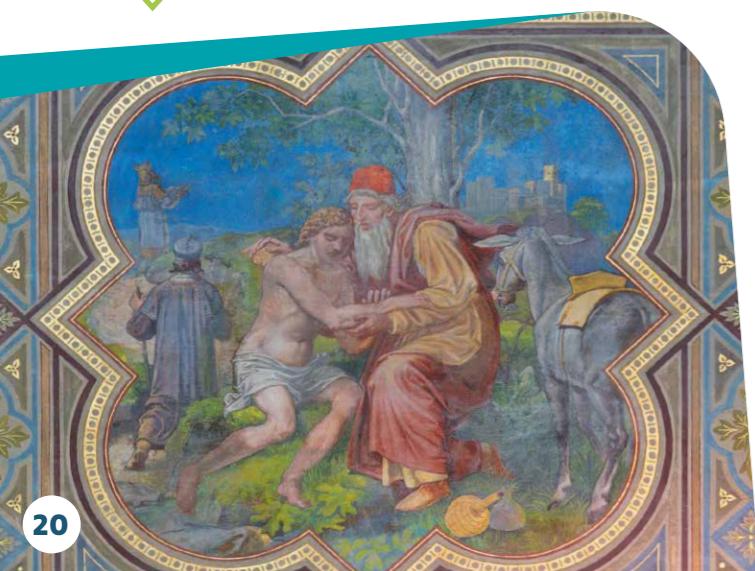
Le prêtre et le lévite sont mentionnés dans le récit car, par vocation, ils sont consacrés à Dieu et à leurs prochains. L'histoire oppose donc des gens à la vie supposée sainte, dont on attend qu'ils viennent en aide à autrui, à un Samaritain, étranger haï par les

¹ Luc 10,25-37.

² Paul Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990.

³ Emmanuel Kant, *Fondement de la métaphysique des mœurs*, Paris, Livre de Poche, 1993.

Fresque du Bon Samaritain dans l'église Votivkirche de Vienne.



Juifs pieux. Pourtant, le prêtre et le lévite décident – estiment ? – qu'ils n'ont pas besoin d'aimer cet anonyme blessé et passent leur chemin.

La loi de l'amour l'emporte

Jésus, en racontant cette histoire, sait que le juriste voudra mettre des limites à la pratique de l'amour du prochain. Il voudra se sentir justifié par une interprétation traditionnelle, procédant « par restriction légale plutôt que par amplification d'amour », selon les mots de Paul Ricœur². Le juriste admet finalement que c'est le Samaritain qui a accompli la loi et il ne prend pas la défense du prêtre et du lévite.

Jésus souligne, dans ce cas, ce que le philosophe Emmanuel Kant appelle une maxime subjective de la volonté, une manière d'agir qui ne répond pas simplement à une obligation légale mais une libre adhésion au devoir. Pour le dire autrement, la loi ne connaît pas les visages et elle ignore les larmes. Emmanuel Kant écrit : « *Agis de telle sorte que tu traites l'humanité en ta personne comme en celle d'autrui, toujours en même temps comme une fin, jamais comme un moyen*³. »

Dans cette perspective, le Samaritain agit moralement car il reconnaît dans l'homme blessé un être de dignité. Il ne répond pas simplement à une règle rationnelle, il dépasse la froideur du devoir pour rejoindre une proximité plus incarnée. Le prêtre et le lévite incarnent une certaine institution : ils croient obéir à un cadre mais ils en fixent eux-mêmes les limites et font fi de la réalité du prochain. Ils n'en-trevoient pas combien sa présence est provocation.

Le message de Jésus est clair : peu importe que le blessé soit juif ou non, digne ou indigne, mort ou vivant, pur ou impur, parent ou étranger ou même ennemi. Il est quelqu'un qui a besoin d'un prochain.

Pour Jésus, le Samaritain relève l'essence de la loi et si la loi est faite pour l'homme, elle ne peut jamais suffire à dire ce qu'est l'homme. C'est cet élan intérieur que l'on nomme foi, charité, responsabilité, sollicitude qui compte. Il rend l'action humaine pleinement vivante.

Brice Deymié

“ Mais un Samaritain, qui voyageait par là, arriva près du blessé. Quand il le vit, il en eut profondément pitié. ”

Luc 10,33

L'impact spirituel sur les personnes accompagnées et les salariés

Trois pasteurs de la Fondation John BOST, Christian Apel, Isabelle Bousquet et Pierre de Mareuil ont étudié l'impact de la spiritualité sur les personnes accompagnées, leur famille et les salariés. Christian Apel nous livre quelques-unes de leurs réflexions.

Le contexte français est à la fois suspicieux par rapport au religieux et en recherche de lieux où le besoin de transcendance est assumé. L'accompagnement spirituel prend une place certaine dans la vie des quarante-deux établissements et services de la Fondation John BOST. La présence d'un pasteur offre des espaces de sens ouverts à toutes les personnes accueillies et soignées, quelle que soit leur religion – ou leur absence de religion. Mais comment mesurer concrètement les bénéfices d'un tel accompagnement ? Peut-on se limiter à des chiffres ou faut-il chercher ailleurs ?

Des bénéfices au quotidien

L'impact de l'accompagnement spirituel se révèle dans la formulation du projet personnalisé du patient ou résident lorsqu'il y fait figurer son choix d'assister aux débats et discussions animés par les pasteurs.

Bien sûr, un contact régulier existe entre les pasteurs et les professionnels qui accompagnent les patients ou résidents, et il n'est pas rare d'entendre de la bouche de ces derniers : « *C'est plus calme et apaisé, les jours où vous êtes là, les pasteurs.* »

“ C'est plus calme et apaisé, les jours où vous êtes là. ”

Dans le domaine du handicap, soignants et éducateurs, au cours de leur carrière professionnelle, vont tantôt travailler dans des établissements publics, tantôt dans des établissements privés, et devoir s'adapter à des modes différents de l'expression possible du religieux. Dans les établissements de la Fondation John BOST, le résident est accompagné dans sa démarche, qu'il souhaite pratiquer sa religion lors des moments de célébration ou de prière



Un accompagnement spirituel à la Fondation John BOST.

organisés dans son établissement ou qu'il préfère se déplacer dans un lieu de culte de proximité.

Un rapprochement avec les Églises locales

Le contact régulier qu'entretiennent les pasteurs de la Fondation John BOST avec les Églises locales contribue à faire changer le regard de la société sur le handicap. Souvent, les paroissiens constatent que l'accueil d'une personne aux besoins spécifiques est un enrichissement pour l'Église. Après avoir sollicité un pasteur de la Fondation, nombre d'entre elles entreprennent des démarches pour devenir des communautés inclusives et pratiquer un accueil inconditionnel, y compris donc de personnes en situation de handicap.

L'impact spirituel se mesure également lors des accompagnements de fin de vie, et au moment du processus de deuil qui fait suite à un décès dans l'établissement. Des temps de l'au revoir sont animés en hommage à la personne elle-même mais aussi pour les autres résidents de son foyer.

La présence des pasteurs au sein de l'institution peut paraître facultative au premier abord mais elle offre la possibilité d'une « parole autre », une parole invitée dans les groupes de réflexion et convoquée dans les comités d'éthique. Elle est précieuse dès lors qu'une décision concernant les soins doit être prise, et contribue à la fidélisation des professionnels en quête de sens.

Même si l'impact spirituel n'est pas toujours mesurable sur le plan quantitatif, son apport qualitatif indéniable justifie l'engagement des pasteurs aumôniers dans l'institution de référence protestante.

Christian Apel,
pasteur aumônier Val de Seine et Clé pour
l'autisme, Fondation John BOST

L'aumônerie en prison, une valeur ajoutée

Avec quatre-vingt-quatre mille personnes en détention en France pour soixante-deux mille cinq cents places, la situation est intenable. C'est dans ce contexte qu'intervient l'aumônier des prisons.

En maison d'arrêt, deux ou trois occupants cohabitent « en mode survie », 22 h/24, dans une cellule de 9 m². Mais la seule évocation du mot prison fait réagir. Les avis divergent, tranchés. Entre les défenseurs d'une politique répressive dure et les défenseurs des droits humains, les tensions s'exaspèrent et aboutissent parfois à de vrais conflits idéologiques.

L'Église est aussi en prison

La célébration des cultes est pour les personnes présentes, pas forcément croyantes d'ailleurs, une bouffée d'oxygène permettant aussi d'oublier les conditions de détention, les humiliations, les angoisses d'un procès à venir ou le temps long après une condamnation. Lors des cultes, le partage communautaire prend une saveur toute particulière. Pour Patricia, « ce sont des moments où les murs sont repoussés, où une certaine fraternité se construit et où une normalité est retrouvée. Après tout, quand on chante ensemble ou quand on prie en se tenant les mains, y a-t-il encore une différence entre personne libre et personne détenue¹ ? ».

L'aumônier vient également rencontrer la personne détenue à sa demande, dans sa cellule². Là, se joue une relation de cœur à cœur. Le dialogue s'installe et le ressenti s'exprime. Dans le silence ou le flot de mots, parfois violents, s'ouvre un espace fécond. La parole dite et surtout écoutée offre, avec le temps, une libération intérieure, une forme de résurrection.

L'aumônier, un atout certain

Laurent Ridel, inspecteur général de la Justice et ancien directeur de l'Administration pénitentiaire, considère le rôle des aumôniers en détention

comme « *incontournable. En marge de l'apport religieux, ils contribuent à rassurer les détenus, à les pacifier, à apporter un accompagnement plus doux, un "supplément d'âme", enraciné dans leur quotidien. C'est l'un des seuls lieux où le détenu ne se sent pas jugé mais peut aller de l'avant dans sa vie. Parmi les facteurs de sortie de la récidive se trouvent l'âge, une présence bienveillante mais aussi l'apprentissage du bien/mal et du respect de l'autre. Par sa présence responsabilisante, l'aumônier peut contribuer à favoriser ce chemin, surtout si le détenu entreprend une démarche spirituelle réelle³.* »

Ministère de l'ombre, l'accompagnement spirituel et moral des personnes en détention transforme des vies. L'Esprit est à l'œuvre. L'aumônier chrétien⁴ n'est qu'un facilitateur. Sa présence soulage, libère et témoigne d'une fraternité qui dépasse les actes commis. Il devient passeur de sens, de vie et d'espérance.

Philippe Aurouze,
pasteur, aumônier national protestant des prisons

Renaissance à Corbas

Arrêtée en 2015 pour proxénétisme aggravé, j'ai été incarcérée à la maison d'arrêt de Corbas (69), peu après avoir donné naissance à des triplés. J'avais déjà quatre enfants. Tout s'effondrait.

Originaire de Saint-Domingue, je menais une vie confortable, mais loin de ma foi. C'est en prison que Jésus a frappé à la porte de mon cœur. Une femme aumônier m'a visitée régulièrement, soutenue, écoutée, prise dans ses bras lorsque je pleurais. Ensemble, nous avons prié, lu la Bible. J'ai compris que Dieu ne m'abandonnait pas malgré mes fautes. Après trois mois, j'ai pu voir mes bébés à la nurserie. Ma foi s'est réveillée. Un an plus tard, libre, j'ai retrouvé mes enfants, me suis mariée, et nous avons fondé un foyer stable. Dieu est au centre de notre vie. Aujourd'hui, je le sers activement dans mon Église et organise des maraudes à Lyon.

Alejandra

“
Quand t'avons-nous vu malade ou en prison et sommes-nous allés te voir ?
Matthieu 25.39

Le programme Bons gestes & bonne assiette® évalué

Créées par et pour des associations en 1984, les Banques alimentaires accompagnent plus de six mille associations et CCAS partenaires qui accueillent près de 2,4 millions de personnes en situation de précarité. Indissociable de l'aide alimentaire, l'accompagnement social constitue un pilier de l'action des Banques alimentaires. Ainsi, depuis leur création, un grand nombre d'entre elles proposent des ateliers cuisine et activités diverses avec la volonté de créer du lien social par l'alimentation.

Depuis 2021, le programme Bons gestes & bonne assiette®, au service de la santé et reposant sur les objectifs du Programme national nutrition santé, est conduit par les animateurs et animatrices des Banques alimentaires auprès des personnes accueillies par les associations et CCAS partenaires.

Un programme national de grande ampleur

En 2024, deux mille cinq cents ateliers, organisés en cycles, ont attiré vingt-trois mille participants. Les thèmes abordés sont choisis collectivement – lutte contre la sédentarité, création de lien social par l'alimentation, cuisine antigaspi... – avec un fil conducteur : partager des astuces pour cuisiner à petit budget tout en se faisant plaisir, et contribuer à améliorer l'état de santé des personnes accompagnées. Des interventions de partenaires experts (Fédération française des diabétiques, Siel bleu, Collectif de lutte contre la dénutrition) sont également proposées afin de sensibiliser le public à des problématiques de santé peu connues.

Afin de développer ce programme de grande ampleur, il était nécessaire de dresser, dans un premier temps, un bilan des effets des cycles d'ateliers sur les participants : pour quelles raisons les personnes participent-elles ? Quels sont leurs rapports à l'alimentation et à la santé ? Quels sont les effets des ateliers sur les habitudes de préparation et de consommation des repas, sur le lien social ?

Autant de questions que nous avons soulevées, en plusieurs étapes, avec l'accompagnement méthodologique d'Action contre la faim et de l'INRAE.

Un bilan très satisfaisant

Un premier questionnaire cherchait à dresser le profil des participants : temps consacré à la préparation des repas, équipements de cuisine à



Deux participants d'un atelier Bons gestes & bonne assiette® organisé par la Banque alimentaire de Loire-Atlantique.

disposition, problématiques de santé. Un second questionnaire a rendu compte de l'évolution des habitudes, des pratiques et des connaissances alimentaires des personnes entre le premier et le dernier atelier. Des discussions en groupes ont affiné les motivations, les freins à la participation aux ateliers et les perspectives d'amélioration. Enfin, quinze entretiens, réalisés en partenariat avec l'INRAE, ont permis de creuser les dynamiques individuelles de participation.

Le bilan est très positif : trois personnes sur quatre sont très satisfaites de leur participation. L'étude révèle une évolution positive des habitudes, des pratiques et connaissances alimentaires, avec notamment une incidence plus importante pour les personnes ayant participé à plus de quatre ateliers. Par exemple, la consommation de fruits et légumes de saison, un moyen de manger sain et à petit budget, augmente de douze points entre le premier et le dernier atelier. Le pouvoir d'agir des participants est renforcé : à la fin du cycle, les participants se reposent davantage sur leurs compétences en cuisine pour leurs choix de recettes (+ 12 points).

Ces exemples encouragent à développer le programme Bons gestes & bonne assiette® auprès des partenaires des Banques alimentaires, valorisé par un cadre bienveillant et chaleureux.

Léna Leduc,
chargée d'études pôle relations associations et innovation sociale à la Fédération française des Banques alimentaires



Pour en savoir plus sur le programme « Bons gestes & bonne assiette® » :





Journées nationales : réunis pour espérer, oser, construire ensemble

Arrivés de toute la France, nous avons posé nos valises à Sète, au centre du Lazaret. Le thème de ces Journées : trois pièces d'un puzzle et les mots : « Espérer, oser, construire. Ensemble. » Comment assembler ces pièces aujourd'hui, dans notre société, nos associations et au sein de la FEP ?

Espérer, avec Michel Bertrand

Pasteur et président de la commission théologique de l'ACAT, Michel Bertrand nous a invités à oser l'espérance. L'espérance naît du manque. Loin d'être une fuite en avant ou un rêve à bon marché, elle est la force créatrice qui ouvre à l'autre, aux autres, à un Autre. Il n'est certainement pas déraisonnable d'espérer. Le drame serait d'espérer trop peu.

Oser, avec Cyrille Tassart

Avec l'approche systémique, Cyrille Tassart nous a incités à poser un autre regard sur nos problèmes pour en chercher les causes profondes, à anticiper les effets de bord et à avancer à petits pas. Une démarche pour ne plus simplement « réparer », mais transformer.

Changer de regard avec Denis Piveteau
Pour le conseiller d'Etat, il faut remettre les droits des personnes au centre de nos préoccupations, penser des parcours de vie plus ouverts, rendre notre société plus accessible. Il est essentiel de faire confiance aux personnes accompagnées, même vulnérables : « Je veux que tu m'aides à décider toute seule », a résumé l'une d'entre elles.

Innover avec le prix Charles Gide

Quatorze projets ont été primés. Plusieurs critères ont été pris en compte : l'utilité sociale, l'engagement des équipes, la participation des personnes concernées, l'inclusion, la durabilité, la reproduction, le modèle économique et le respect des valeurs énoncées dans la charte de la FEP.

Construire ensemble

Les Journées nationales ont été ponctuées par l'élection des nouveaux administrateurs du collège national. Elles ont prolongé la dynamique collective lancée autour du projet fédératif. Les ateliers en petits groupes ont permis d'échanger idées, expériences et bonnes pratiques, dans une ambiance bienveillante et constructive.

L'image prend forme, pièce après pièce, continuons à espérer, oser, construire. Ensemble.

Anne Vaubaillon,
chargée de communication à la FEP

Les lauréats du Prix Charles Gide, c'est ici :



Les quatorze lauréats du prix Charles Gide.

Prix Charles Gide : l'Entraide du Haut-Lignon reçoit 10 000 euros

L'Entraide du Haut-Lignon est en pleine croissance et très active. Forte de ses quatre-vingt-dix membres, elle lutte contre l'isolement dans une région à la population vieillissante. C'est un projet d'habitat partagé très innovant qu'a salué le jury du prix Charles Gide.

L'Entraide du Haut-Lignon, en Haute-Loire, offre une aide matérielle, morale, spirituelle et inconditionnelle aux habitants de trois villages : Tence, Mazet-Saint-Voy et Chambon-sur-Lignon. Elle œuvre contre la solitude dans une région qui attire de nombreux touristes l'été mais est désertée l'hiver. L'habitat est dispersé, les villageois sont très isolés pendant la longue période hivernale. Au Mazet, 53 % des habitants ont plus de soixantequinze ans et vivent seuls.

Trois publics selon les saisons

Le projet est né d'un concours de circonstances, explique la présidente. L'Entraide a vendu un bien et possédait un petit pécule. Alors qu'elle réfléchissait à un projet en adéquation avec les attentes et les besoins de la population, la paroisse du Chambon-sur-Lignon lui a proposé l'ancien logement des gardiens du temple. Le joli bâtiment était désaffecté depuis une quinzaine d'années et vétuste. Début 2024, membres du conseil d'administration et bénévoles ont travaillé d'arrache-pied à l'élaboration d'un concept original d'accueil partagé dans les 100 m² mis à disposition. En mars, lors de l'assemblée générale, une première étude était présentée. Fin juin, le projet Sarepta était né.

Le lieu accueillera trois publics au fil des saisons : en hiver, des personnes âgées et seules qui ne sont plus en mesure d'assumer la « corvée de bois » pour se chauffer¹ ; en été, des familles modestes adressées, pour les vacances, par des entraides de ville ; en mi-saison, des aidants familiaux qui ont besoin de reprendre souffle.

¹ De nombreux habitants de la région se chauffent encore au bois.

² Entre 1940 et 1944, les communes du plateau du Vivarais, autour des pasteurs Trocmé et Theis, ont accueilli des centaines de Juifs fuyant les persécutions. Ouvert en 2013, le lieu de mémoire du Chambon-sur-Lignon est dédié à l'histoire des Justes et des résistances pendant la Seconde Guerre mondiale.

³ 1 Rois 17.8-16.



L'Entraide du Haut-Lignon va transformer le logement des gardiens du temple du Chambon-sur-Lignon en lieu refuge.

Un lieu de refuge

« Le plateau du Haut-Lignon est un lieu chargé d'histoire² avec une forte tradition d'accueil ; nous souhaitons créer un lieu refuge », explique Sonia Arnoux, présidente de l'Entraide. L'appartement proposera trois chambres avec sanitaires et des pièces de vie communes. Les bénévoles assureront l'accompagnement des résidents. Une salle dédiée, au sous-sol, permettra d'organiser des temps de parole et diverses animations. « Les aidants accueillis pourront être rejoints par les aidants d'ici pour créer du lien », ajoute la présidente. Et quand on lui demande s'il n'est pas un brin audacieux d'envisager une colocation entre personnes âgées, Sonia Arnoux se déclare prête à relever joyeusement le défi : « Certains en ont tellement assez d'être seuls qu'ils vont oser ! Élie a trouvé refuge chez la veuve de Sarepta³, le pot de farine et le pot d'huile ne se sont pas vidés parce qu'elle a su accueillir alors qu'elle n'avait plus de quoi vivre. De la même façon, nous croyons que le pot de l'amitié et la cruche de la fraternité ne se videront pas et qu'elles feront vivre ce lieu ! »

L'ouverture est prévue au deuxième semestre 2026 et, alors que l'Entraide du Haut-Lignon espérait dons et subventions pour commencer les travaux, cette généreuse attribution du prix Charles Gide arrive à point nommé.

Les propositions gratuites des deux architectes et les bénévoles aux compétences inespérées qui s'investissent dans le projet sont, pour Sonia Arnoux, des signes forts que l'Entraide est sur la bonne voie, au service des autres. « On est toujours les autres de quelqu'un », observe la présidente.

Brigitte Martin

Leur parole nous éclaire

Je me suis retrouvé dans la rue

Je m'appelle Stéphane, je viens à la Mission¹ depuis un an et huit mois.

J'ai travaillé pendant dix-huit ans au Luxembourg, dans la restauration. En 2020, avec le Covid, les restaurants ont fermé. Je n'avais plus de salaire et je ne pouvais plus payer mon loyer. Je suis revenu en France, dans la région parisienne, quand ma sœur a proposé de m'héberger. Au bout d'un an, elle m'a demandé de partir. J'ai trouvé un travail pendant quelques mois dans un club de jeux ; je couchais dans une auberge de jeunesse, on était douze par chambre et je payais mille euros. Quand j'ai perdu mon emploi, j'ai été accueilli chez un ami et j'ai fait des extras dans une agence d'intérim. Mais le 15 mars 2023, je me suis cassé le poignet. Plus rien qui tombe à la fin du mois, pas de chômage, on m'a dit que je n'étais pas éligible. En novembre, l'ami qui m'hébergeait m'a demandé de payer un loyer et comme je ne pouvais pas, je suis parti. Je me suis retrouvé dans la rue.

Les gens qui sont dans la rue, c'est une vraie communauté. Ils sont soudés, ils s'entraident. Ils m'ont accueilli, ils m'ont trouvé un sac de couchage, j'avais rien, deux sacs et un manteau. Très vite, ils m'ont amené ici, à la Mission. J'ai eu un petit déjeuner tous les matins – quelque chose de chaud en hiver, ça fait du bien –, un repas tous les soirs du mardi au vendredi et le samedi midi. J'ai fait connaissance avec Éric, l'équipe, les bénévoles. Ils se sont occupés de moi pour le vestiaire et ma domiciliation. J'ai été reçu avec un grand sourire, une poignée de main chaleureuse, en toute simplicité, on ne m'a pas posé de questions. Sans eux, je ne sais pas ce que je serais devenu. Quand on est dans la rue, un sourire, un bonjour, ça remonte le moral : on se dit qu'on a de la valeur, on est quelqu'un, on n'est pas oublié.

C'est vital, les associations qui aident les personnes. J'étais très reconnaissant et c'est pour ça que, par la suite, je suis venu à la Mission comme bénévole pendant un mois et demi, en cuisine, pour rendre service, ça me semblait normal.



Dans la rue, je me suis fait voler mon téléphone et tous mes papiers. Je n'ai plus le RSA depuis huit mois. J'ai pas réussi à réactualiser mes bulletins trimestriels, j'espère que ça va être régularisé.

Quand j'étais dans la rue, par hasard (il doit y avoir quelqu'un là-haut), un journaliste d'une chaîne Internet m'a interviewé. Il a lancé une cagnotte pour moi. On a eu plus de trois millions de vues sur les réseaux sociaux. Il a récolté 5 500 euros. Il y a une personne qui a été émue par mon témoignage et m'a proposé de venir dormir dans une maison qu'elle met en colocation à Sevran, en Seine-Saint-Denis. Les trois premiers mois, c'était gratuit. Maintenant je paie trois cent cinquante euros par mois. Pour l'instant, je vis sur la fin de la cagnotte.

Quand j'étais à la rue, bien sûr j'étais pas bien mais ça allait à peu près quand même. Un an et quatre mois, c'est long. Il y a eu des insultes mais ça glisse. Il y a aussi de très gentilles personnes qui viennent discuter avec nous, nous apportent des matelas, des couvertures, des cigarettes, à manger. Quand je dormais dans le RER à Nation, des gens me donnaient spontanément de l'argent. Ici, sur la place, il y a aussi les restaurateurs qui ont le cœur sur la main, nous donnent à manger, ouvrent les auvents quand il pleut pour qu'on puisse se mettre à l'abri.

La rue, ça abîme, ça fait un peu péter les plombs, de temps en temps, on perd la raison, on se met à pleurer tout seul on sait pas pourquoi, c'est le ras-le-bol. Il faut vraiment beaucoup de courage.

Je continue à venir à la Mission, je viens chercher mon courrier et je reste sur la place avec les copains. Je mange ici le soir. Le mercredi, je participe à l'étude biblique, je suis pas 200 % dedans mais ça m'ouvre l'esprit.

Il faudrait que je retrouve du travail mais mon poignet me fait mal, à cause des broches, et je ne peux pas porter les assiettes.

Propos recueillis par Brigitte Martin

¹ La Mission évangélique parmi les sans-logis œuvre depuis soixante ans au service des gens de la rue. Installée sur la place Sainte-Marthe dans le quartier de Belleville à Paris, elle sert 60 000 repas par an au public de la rue. Prière avant la distribution des repas et à la demande, étude biblique, culte dominical... la Mission proclame l'Évangile, « La Parole et le Pain » est son slogan.

La page culture



« Love Is All »

La création de ce tube planétaire s'inscrit dans un processus maintes fois répété dans l'histoire du rock et de la pop. La liste est longue, des albums, concerts, chansons, succès dont le public aurait été privé sans les remous et collisions artistiques propres à l'univers de la musique. Ainsi « Love Is All » survient en 1973, alors que son auteur s'est fait débarquer du groupe de rock Deep Purple.

*The Butterfly Ball and the Grasshopper's Feast*¹ est un album-concept, une sorte d'*Alice au pays des merveilles* sous psychotropes, mi-comédie musicale, mi-rock psychédélique, fruit de l'imagination du bassiste Roger Glover qui l'a écrit, composé et produit.

Le court-métrage d'animation qui accompagne « Love Is All » est particulièrement connu en France puisqu'il a été utilisé par Antenne 2, à partir de 1975, en intermède lors des plantages techniques de la chaîne. Le clip, devenu culte pour toute une génération, sera repris dans le spot publicitaire d'une célèbre marque de sirop aux bouteilles en forme de quilles. On y retrouve une grenouille troubadour entraînant dans son sillage une ribambelle d'animaux : taupes, escargots,

¹ « Le bal du papillon et le festin de la sauterelle. »

sauterelles... qui chantent à tue-tête dans une ambiance festive ; un bestiaire tout droit sorti d'un livre de Lewis Carroll !

Parmi les vingt titres de l'album de Roger Glover, seul « Love Is All » est passé à la postérité. Les raisons de son succès sont multiples : son rythme ternaire entraînant, son côté ballade, entre rock et pop, sa valse au milieu du morceau, ses chœurs gospel dont les paroles font inévitablement référence à « All You Need Is Love » des Beatles.

Le texte est gentiment fraternel, prônant la tolérance malgré les différences : « *Tout le monde doit vivre ensemble. Tout ce dont tu as besoin, c'est l'amour et la compréhension. Alors, aime ton voisin comme tu aimes ton frère !* » Tout ceci est d'une biblique simplicité ! Version sirop papillon. Quel spécialiste en musicothérapie ne recommanderait pas cet hymne *flower power* ? On se l'demande !

Denis Rabier,
chroniqueur musical, Radio Omega



Roger Glover
« Love is all », 1973



Face aux désastres
Avec Jacques Ellul,
penser la crise et choisir l'espérance
Collectif
Éditions Mennonites, 2025

« *Où va notre monde ? Quel est notre espoir ?* » Ces mots qui ouvrent le premier chapitre de l'ouvrage en situent l'actualité et l'enjeu. Phénomènes climatiques de plus en plus dévastateurs, dégradation de la planète, manipulation de l'information... plongent dans le désarroi, l'inquiétude et un sentiment d'impuissance. Aussi est-il bienvenu de remettre sur le devant de la scène la pensée prémonitoire du sociologue et théologien protestant du xx^e siècle, Jacques Ellul. Car son analyse de l'emprise croissante et déshumanisante de la technique, alors que celle-ci est perçue comme la solution aux problèmes, est plus que jamais d'actualité, notamment avec l'essor de l'intelligence artificielle. Non seulement l'auteur décrypte les tenants et aboutissants du système dans lequel nous sommes enfermés, ce qui pourrait être désespérant, mais il clame ses raisons d'espérer envers et contre tout, dans le Dieu révélé en Jésus-Christ.

Cet ouvrage restitue l'essentiel de la Journée Jacques-Ellul, organisée en 2024 par la Haute École de théologie de Saint-Légier (Suisse). Son intérêt réside, d'une part, dans la pluralité des auteurs dont chacun dévoile, de façon accessible, un aspect particulier de la pensée d'Ellul, à travers une confrontation entre les faux espoirs du monde contemporain et l'espérance communiquée par le message biblique ; d'autre part, dans les propositions concrètes de changements et d'actions, tant individuels que collectifs, élaborées par les participants aux ateliers de la Journée et qui invitent à reconsiderer notre vie quotidienne dans des domaines variés : les défis écologiques, la propagande manipulatrice, l'inhumanité des grandes cités, l'intelligence artificielle, la pertinence du sabbat, l'éthique subversive de la non-puissance... À travers des exposés, des pistes d'action, des petits témoignages, de courtes prières, ce livre éclaire, inspire, interpelle. Il invite les chrétiens, et les Églises en particulier, à une prise de conscience et à un rôle, en paroles et en actes, réellement prophétique.

Lucile Anger,
membre du Comité des dossiers de Christ Seul

Le portrait

Babette Verbeek

Dans *Jeunes Mères*, de Jean-Pierre et Luc Dardenne¹, Babette Verbeek joue le rôle de Jessica, une adolescente enceinte accueillie dans une maison maternelle de Liège.

Elle vient d'avoir dix-neuf ans et c'est son premier rôle au cinéma. Babette Verbeek est Jessica dans le dernier film des frères Dardenne. Adolescente sombre, empêtrée dans son histoire... et enceinte de huit mois.

Babette fait du théâtre depuis l'âge de onze ans et rêve de cinéma depuis à peu près aussi longtemps. Elle n'a jamais été retenue sur un casting et, quand elle voit passer l'annonce des frères Dardenne, elle s'inscrit sans grand espoir. Elle vient de se faire opérer des dents de sagesse et n'est pas au mieux de sa forme. Mais qui ne tente rien n'a rien.

Quand elle est convoquée pour le deuxième casting, puis le troisième, Babette n'y croit toujours pas. Ni davantage quand sa mère lui apprend qu'elle est retenue² : « *Je me suis dit c'est pas possible, ils vont changer d'avis.* » Il faut dire qu'un premier rôle avec les Dardenne, ce n'est pas ordinaire. « *C'était énorme, j'étais très heureuse et en même temps un peu stressée.* » Babette ne connaît pas les réalisateurs belges, elle regarde *Rosetta* entre deux castings. Quand elle lit le scénario de *Jeunes Mères*, elle est très émue. « *J'ignorais tout de la problématique des jeunes filles enceintes très tôt, je me suis dit : Ouh là là, c'est un rôle très chargé.* »

Jean-Pierre et Luc Dardenne placent les jeunes actrices, à tour de rôle, « en immersion » dans la maison maternelle où sera tourné le film. Babette découvre l'univers de ces « jeunes filles avec bébé » et sympathise avec l'une d'entre elles. « *Elle avait seize ans, elle m'a raconté beaucoup de choses, librement, ces moments m'ont beaucoup marquée, j'ai compris comment ça se passait et ça m'a énormément nourrie.* »

Sur le plateau, l'équipe est extrêmement bienveillante. Jean-Pierre Dardenne met les jeunes comédiennes en confiance, « *on s'est tout de suite senties hyper légitimes d'être là* ». Le tournage dure trente-huit jours, moins que prévu, « *à cause des bébés, quand ils sont là il faut se dépêcher* ». Les prises se succèdent, dix



fois, quinze fois, jusqu'à vingt-six fois pour une scène, « *ça marche jamais du premier coup* ». Les réalisateurs expliquent patiemment, conseillent, donnent des indications, détaillent les mouvements...

Babette n'a jamais porté un nouveau-né et se rappelle sa maladresse lorsqu'elle doit prendre « sa » petite fille de six jours dans les bras. Elle évoque aussi la scène très technique de la perte des eaux – le robinet qu'il faut ouvrir discrètement dans le sac à dos et le pantalon à changer entre chaque prise – et celle, très forte en émotions, où elle retrouve sa mère.

Sensibilisée, par la force des choses, à la cause de celles qu'on a longtemps appelées des « filles-mères », Babette Verbeek est très fière d'avoir interprété le rôle de Jessica. « *Je crois que c'est important que les gens sachent ce qu'il se passe, on ne parle pas beaucoup de ce sujet, ni des éducatrices et des psychologues qui entourent ces jeunes filles ; c'est presque caché, il faut les mettre en lumière. Je suis très heureuse d'avoir pu porter ça à mon échelle, je me suis sentie utile.* »

Dans l'idéal, la jeune actrice rêve de pouvoir choisir les rôles qui l'intéressent et les causes qu'elle a envie de défendre. « *Je pense que le cinéma a des messages à faire passer.* » Cette expérience ne l'a pas laissée indemne, il y a en elle « *un truc qui s'est réveillé* » quant à l'écoute des autres. Babette ne prétend pas comprendre ces jeunes filles en difficulté mais se trouve beaucoup plus empathique aujourd'hui.

Sa plus belle récompense serait que les personnes directement concernées aiment le film et se reconnaissent à travers les personnages. « *J'espère que le travail qu'on a fait avec les frères [Dardenne] leur parlera et qu'elles se sentiront un peu plus reconnues après ça.* »

Brigitte Martin

¹ *Jeunes Mères* a reçu à Cannes le prix du Jury œcuménique et le prix du Scénario.

² Babette est mineure à l'époque et c'est sa mère que la production contacte.